nsez
investissements rentables
RAPPORT

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC (SGF),

HOLDING INDUSTRIEL ET FINANCIER, A POUR MISSION DE RÉALISER DES PROJETS

DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, NOTAMMENT DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL,

EN COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES ET À DES CONDITIONS

DE RENTABILITÉ NORMALES, CONFORMÉMENT À LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.

pensez *performance accrue*

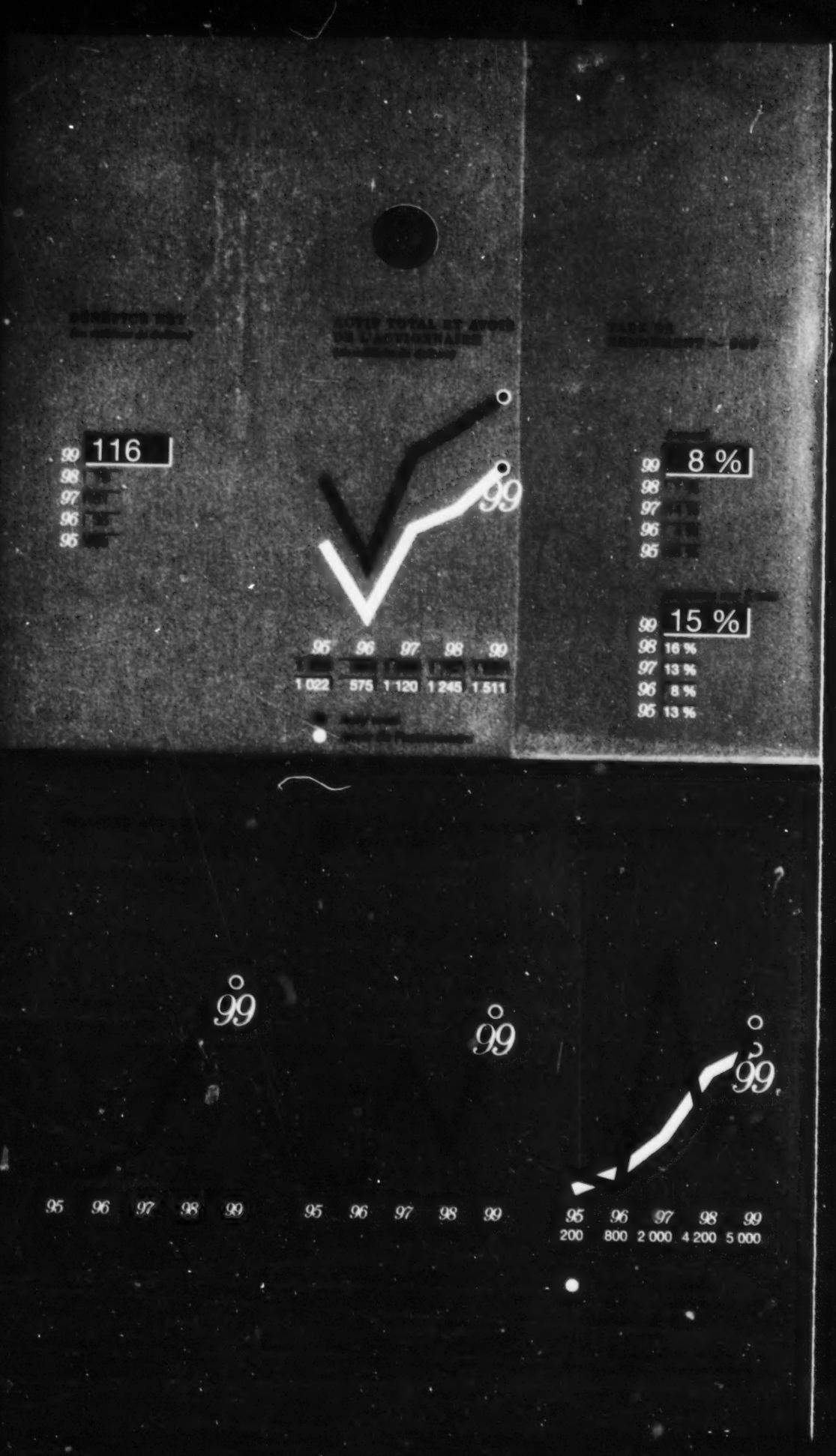
101-01351/

52	PROJETS RÉALISÉS
1 525 *millions de dollars*	D'INVESTISSEMENTS
10 900	EMPLOIS CRÉÉS

36	PROJETS RÉALISÉS
400 *millions de dollars*	D'INVESTISSEMENTS
5 900	EMPLOIS CRÉÉS

RÉPARTITION DE L'ACTIF NET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

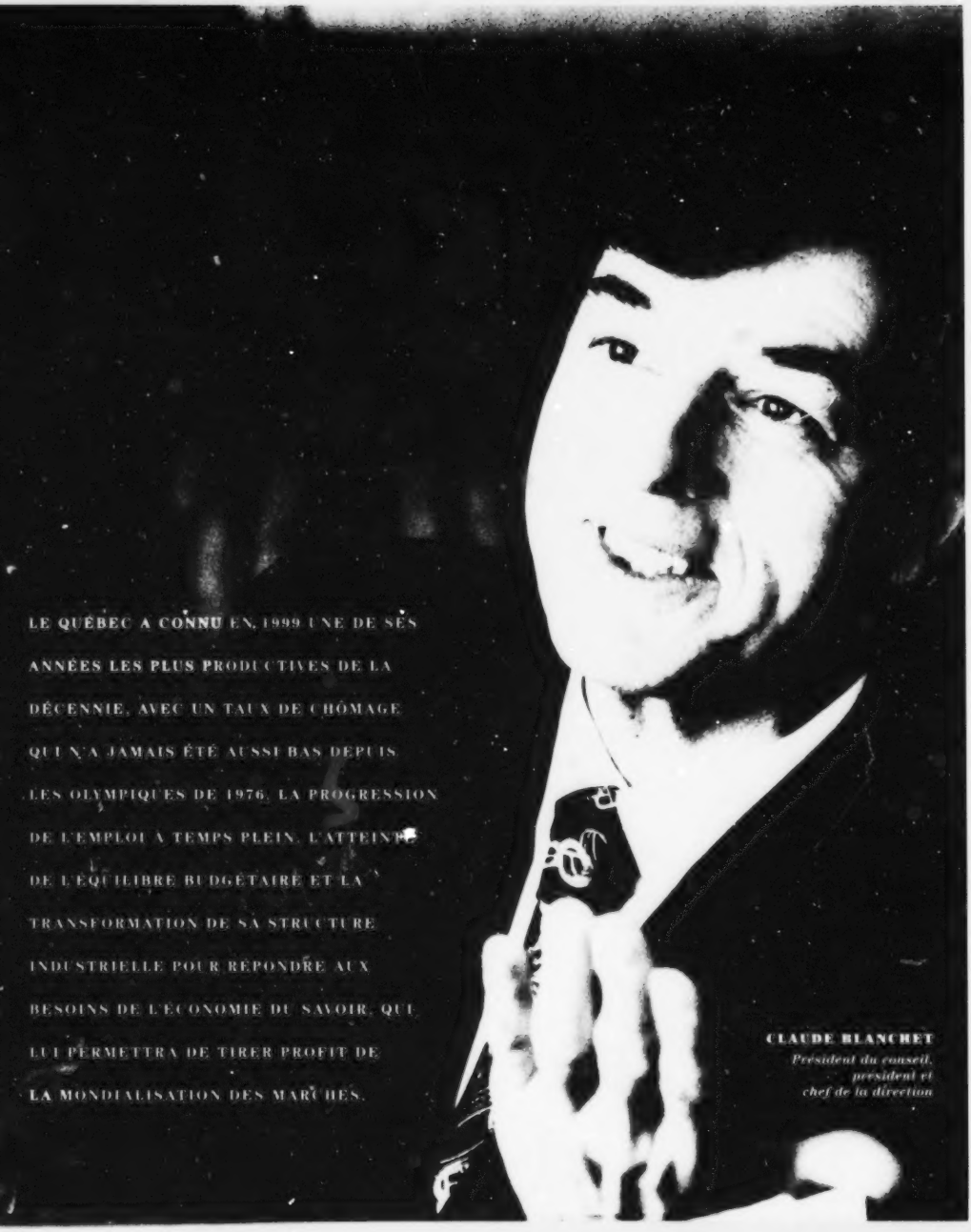
EFFECTIF MOYEN DURANT LE PÉRIODE DES ENTREPRISES INTÉGRÉES


99 116
95 96 97 98 99
1 022 575 1 120 1 245 1 511
99 8 %
99 15 %
98 16 %
97 13 %
96 8 %
95 13 %
95 96 97 98 99
95 96 97 98 99
95 96 97 98 99
200 800 2 000 4 200 5 000

points saillants

Tableau des faits saillants

	1999	[illegible]
EXPLOITATION		
[illegible]	800,6	[illegible]
[illegible]	35,0	[illegible]
[illegible]	115,8	[illegible]
SITUATION FINANCIÈRE		
[illegible]	162,4	[illegible]
[illegible]	272,2	[illegible]
[illegible]	102,2	[illegible]
[illegible]	1 956,8	[illegible]
[illegible]	892,1	[illegible]
[illegible]	741,9	[illegible]
[illegible]	273,2	[illegible]
[illegible]	1 510,6	[illegible]
[illegible]	15:85	[illegible]



LE QUÉBEC A CONNU EN 1999 UNE DE SES ANNÉES LES PLUS PRODUCTIVES DE LA DÉCENNIE, AVEC UN TAUX DE CHÔMAGE QUI N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI BAS DEPUIS LES OLYMPIQUES DE 1976, LA PROGRESSION DE L'EMPLOI À TEMPS PLEIN, L'ATTEINTE DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET LA TRANSFORMATION DE SA STRUCTURE INDUSTRIELLE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR, QUI LUI PERMETTRA DE TIRER PROFIT DE LA MONDIALISATION DES MARCHÉS.

CLAUDE BLANCHET
Président du conseil, président et chef de la direction

message

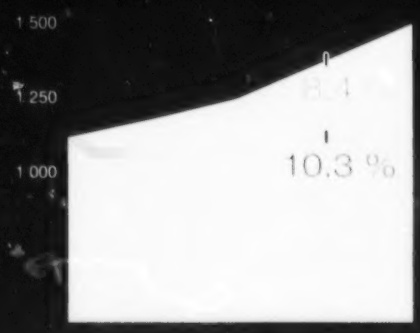
En 1999, la SGF a atteint sa vitesse de croisière

L'année 1998 avait constitué une charnière importante du développement de la SGF, notamment avec le regroupement de quatre sociétés d'État à vocation économique (Rexfor, Soquia, Soquem et Soquip) à la SGF, la création de nouveaux secteurs d'activité et l'augmentation de la capacité d'investissement de l'entreprise.

L'année 1999, quant à elle, se caractérise par notre succès à intégrer ces sociétés, et par l'atteinte de la vitesse de croisière de nos dix secteurs d'activité. Nous nous sommes fixé un objectif ambitieux, soit d'investir, sur une période de cinq ans, des fonds propres de quelque deux milliards de dollars pouvant ainsi générer des investissements totaux directs de dix milliards de dollars, dont au moins 80 % seront engagés par des partenaires du secteur privé — locaux et étrangers — et des institutions financières.

Depuis 1997, la SGF a augmenté substantiellement ses investissements. Ainsi, les projets en cours de construction et de démarrage sont passés de 90 millions de dollars à 395 millions de dollars, soit quatre fois plus.

Les bénéfices nets proviennent uniquement des capitaux productifs. Le taux de rendement calculé sur la totalité des capitaux propres ne reflète donc pas véritablement l'activité de la SGF. Ainsi, le bénéfice net de 115,8 millions de dollars réalisé en 1999 a généré un rendement de 8,4 % sur les capitaux propres totaux mais de 10,3 % sur le total des capitaux productifs. En 1998, ces taux ont été respectivement de 6,7 % et de 7,3 %.



	97	98	99
	1 030	1 078	1 125	1 120	1 115
	90	105	120	258	395

La Société a réalisé en 1999 des bénéfices nets de 115,8 millions de dollars, soit un rendement annuel de 8,4 % sur l'avoir moyen de l'actionnaire et de 15,0 % sur une période de cinq ans.

À la fin de l'exercice, deux divisions — SGF Tech et SGF Santé — sont devenues des filiales en raison de leur volume de placements et se sont dotées de comités consultatifs spécifiques. À l'instar des filiales SGF Chimie, SGF Minéral, SGF Rexfor et SGF Soquia, elles ont maintenu, en 1999, un rythme accéléré d'investissements.

En 1999, nous avons participé à 52 projets requérant des investissements totaux de 1,5 milliard de dollars, dont 362 millions engagés par la SGF. Cela constitue une augmentation notable par rapport à 1998, alors que 36 projets avaient suscité des investissements de 397 millions de dollars, dont 119 millions en fonds propres de la SGF. Les projets qui ont fait l'objet d'une entente avec des partenaires en 1999 créeront plus de 5 000 emplois directs et indirects à la phase d'exploitation ainsi que des emplois équivalant à 5 900 personnes-année pendant la phase de construction.

Les projets au stade de développement se sont accrus de façon sensible, passant de 58 protocoles d'entente préliminaires (MOU) d'une valeur de 5,8 milliards de dollars au 31 décembre 1998 à 80 MOU équivalant à 8,6 milliards de dollars à la même date en 1999. Le pipeline de la SGF, qui comprend tous les projets d'investissement examinés avec des partenaires, est bien garni pour démarrer l'an 2000. Sur la base de notre processus de développement de projets, les résultats pour l'année en cours nous paraissent prometteurs.

Au 31 décembre 1999, la valeur de l'actif effleure les 2 milliards de dollars. Malgré l'importance des fonds engagés dans des projets, le gouvernement du Québec n'a eu à souscrire que 150 millions de dollars au capital-actions de la société sur les 2 milliards de dollars supplémentaires autorisés en 1998. La SGF s'acquitte de sa mission de développement de l'économie du Québec en optimisant l'utilisation des fonds autogénérés et la réalisation de certains placements.

Plusieurs raisons nous portent à évaluer sur une période de cinq ans le rendement sur l'avoir moyen de l'actionnaire. D'abord, les cycles économiques ont forcément un impact sur les bénéfices provenant de nos placements, notamment ceux qui sont reliés aux ressources naturelles. Ensuite, nos investissements — essentiellement des projets « greenfield » et des placements non consolidés dont nous accélérons le rythme —, ne porteront leurs fruits que dans quatre à cinq ans. En 2000, près du quart de notre avoir sera dans des projets de cette nature.

En outre, de par son caractère de holding industriel voué au développement à long terme de l'économie du Québec, la société doit concilier ses rôles de développement et de gestion d'un portefeuille d'importance. Le rendement quinquennal est donc une mesure plus appropriée puisque la longue période permet de tenir compte du démarrage d'entreprises, du développement de celles en portefeuille, de leurs résultats d'exploitation ainsi que des réalisations de la SGF au moment de la disposition de ses placements.

Cette dernière année du millénaire a également été marquée par des désinvestissements, principalement dans Culinar, Tembec, Donohue Matane et le Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.), soit en raison de la conjoncture favorable des marchés, de la maturité du placement ou de l'intérêt d'un partenaire stratégique à acquérir le placement.

Forts de la diversification de nos investissements et de l'importance de notre portefeuille, nous continuerons d'appliquer une gestion saine du roulement de nos actifs, selon les conditions de marché et des critères de juste valeur marchande de façon à améliorer notre rendement et à investir dans de nouveaux projets les fonds provenant de la réalisation des placements rendus à maturité.

L'économie du savoir

Notre préoccupation de contribuer à l'essor de l'économie du savoir au Québec, afin de le positionner dans le peloton de tête des économies industrialisées, nous guide dans tous nos investissements, quel que soit le secteur d'activité.

La SGF a contribué activement au cours des dernières années à la refonte en profondeur de l'économie québécoise avec un net impact sur son PIB. Cette structure porte désormais la marque d'une économie à forte valeur ajoutée fondée sur le savoir, qui se répercute favorablement sur l'emploi.

Les trois pôles de nos activités visant l'amélioration de l'économie du savoir sont les suivants : d'abord, continuer à mettre à profit les avantages du Québec dans les industries de haute technologie; ensuite, développer des industries à moyenne intensité technologique de façon à accroître la transformation manufacturière à valeur ajoutée et, finalement, améliorer l'intensité technologique d'industries plus traditionnelles comme l'exploitation des ressources naturelles. En 1999, les investissements réalisés nous confirment que nous sommes dans la bonne voie.

Matière grise

Les résultats obtenus en 1999 par la SGF passent par un engagement exceptionnel des membres de l'entreprise, qui ont su au cours de l'année identifier des occasions d'affaires et mener à bien de nombreux projets avec des partenaires tant locaux qu'étrangers. Je tiens également à souligner l'importante contribution des conseils de la SGF, de SGF Rexfor ainsi que des comités consultatifs de SGF Chimie et SGF Minéral à notre succès.

Nous avons accueilli avec enthousiasme de nouveaux membres au conseil d'administration de la SGF, MM. André Marcheterre, Roland O. Cyrenne et Jean Pronovost en remplacement de MM. Jacques Brind'Amour, Marc Ledoux et Francesco Bellini, dont nous tenons à souligner le précieux concours.

La structure opérationnelle basée sur la création de filiales ayant leur propre conseil ou comité consultatif permet à la SGF de pouvoir compter sur l'expertise des plus grands spécialistes québécois et étrangers de leurs domaines respectifs.

Les comités consultatifs* constituent un appui aux présidents et chefs de l'exploitation des filiales dans leur processus décisionnel face à un projet potentiel et leur permettent d'atteindre un haut niveau de confiance quant aux aspects du projet reliés principalement à la technologie, au marché et autres domaines connexes. Le comité consultatif a un pouvoir de recommandation au conseil d'administration de la SGF à l'égard de tous les projets émanant du secteur, à sa planification stratégique ainsi qu'à son plan d'exploitation.

* *Les membres des comités consultatifs des filiales de la SGF sont repertoriés en page 44.*

5 nouveaux si
et 10 nouveaux
partenaires ét

AMÉRIC

FL (LUXEMBOURG)

BIO-INOV

ESTION BIO-INOVA (FRANCE)

AMÉRIQUE DU NOR

PM SpA (ITALIE)

ULTRAVISIO

INING ITALIANA SpA (ITALIE)

TURBOCO

URBOCORP (AUSTRALIE)

HI ENERGY (USA)

ATHIS (FRANCE)

DT (GRANDE-BRETAGNE)

UN MICROSYSTEMS (USA)

EWLETT-PACKARD (USA)

DES STRATÉGIES GAGNANTES

En 1999, **SGF Soquia** a consolidé son rôle de leader de l'industrie agroalimentaire du Québec. Ses profits se sont élevés à 75,4 millions de dollars pour l'année. SGF Soquia s'est particulièrement distinguée cette année, générant des investissements totaux de 341 millions de dollars dans 11 projets. Le dossier Culinar-Saputo représente à lui seul une transaction de 283 millions de dollars qui inclut l'acquisition par SGF Soquia d'une participation de près de 5 % dans Groupe Saputo. Avec cette opération financière, la SGF a réalisé un gain de 67,7 millions de dollars, soit un rendement composé sur 22 ans de 13,24 % sur son placement dans Culinar, et est devenue partenaire d'un des plus grands groupes agroalimentaires au pays.

SGF Soquia a également investi dans des entreprises de transformation qui ont ainsi pu procéder à des expansions ou au développement de nouveaux produits. Signalons les investissements dans Canneberges Atoka et Épicerie Méditerranéenne. Par ailleurs, SGF Soquia a soutenu le développement de projets à caractère technologique avec des investissements dans Atrium Biotechnologies et GRT Aquatechnologies ltée.

SGF Soquia a annoncé en décembre une prise de participation de 10 millions de dollars dans Patrimoine des eaux du Québec, un regroupement des compagnies d'embouteillage d'eau sous les marques Naturo, Larochelle et Aqua Nature, et du réseau de distribution de Boischatel. Évalué à 16 millions de dollars, ce projet crée une véritable force québécoise dans le domaine de l'eau embouteillée.

En cours d'année, SGF Soquia a procédé à l'ouverture d'un bureau à Saint-Hyacinthe, la technopole québécoise de l'agroalimentaire.

DES ALLIANCES À VALEUR AJOUTÉE

En 1999, les industries chimiques et pétrochimiques que couvre **SGF Chimie**, ont été l'objet d'une vague de fusions et d'acquisitions qui a retardé la réalisation de plusieurs de ses projets, et par une flambée des coûts du pétrole, qui est à la base de la plupart de leurs activités. Nous tentons de positionner le Québec comme une porte d'entrée naturelle pour les entreprises d'Europe et d'Asie qui désirent pénétrer le marché nord-américain.

SGF Chimie a été active dans le développement d[e] plastiques d'ingénierie utilisés dans les secteurs de la santé, de l'automobile et de la technologie. Cette année, nous avons également mis l'accent sur les domaines de la chimie fine et des procédés biochimiques. Plusieurs MOU, signés durant l'année, devraient se traduire par la clôture de dossiers en 2000. La prospection a été principalement concentrée dans des domaines où l'on observe une croissance des marchés supérieure à 5 % au plan mondial.

pensez *bénéfices*

Un nouvel essor a été donne à Soquip, pour la recentrer vers le créneau des énergies non conventionnelles, telles que les énergies éoliennes, solaires et les biocarburants, ainsi que dans la fabrication de composantes nécessaires à leur production.

Le projet d'usine de cogénération à la biomasse de Saint-Félicien impliquant un partenaire américain, CHI Energy inc., et qui nécessitera des investissements de 63 millions de dollars dont 8,7 millions en fonds propres de la SGF, cadre parfaitement avec ces nouvelles orientations stratégiques qui incluent le développement des énergies renouvelables. En activité dès le printemps 2001, l'usine créera 80 emplois directs et indirects.

Interquisa, une société détenue par Cepsa, notre partenaire espagnol dans Petresa Canada, et SGF Chimie ont conclu une entente en vue de réaliser une étude de faisabilité pour la construction d'une usine d'acide térephtalique purifié (ATP) dans le secteur industriel de Montréal-Est. Évalué à 400 millions de dollars US, ce projet pourrait contribuer sensiblement à la revitalisation industrielle du centre pétrochimique de Montréal. L'objectif demeure d'attirer des investissements qui touchent la transformation dans les secteurs PET et des résines spécialisées, des créneaux à valeur ajoutée importante.

En décembre, SGF Chimie annonçait un investissement dans TechBlend, une nouvelle société spécialisée dans la fabrication et la mise en marché de concentré de noir de carbone destiné au secteur des plastiques. Située à Iberville, TechBlend créera 160 emplois directs et indirects.

SGF Chimie a réalisé en 1999 un bénéfice net de 18,7 millions de dollars comparativement à 16,5 millions de dollars l'année précédente.

DES PROJETS STRUCTURANTS

SGF Minéral a consacré des efforts importants au succès de plusieurs projets d'envergure qui devraient se clôturer en 2001. Ce secteur, dont le portefeuille se compose à la fois de projets à valeur ajoutée et de première transformation, a bénéficié notamment de l'intégration de la Soquem grâce à laquelle SGF Minéral a conclu deux ententes importantes dans les secteurs aurifère et de la chrysotile totalisant des investissements de 225 millions de dollars.

La SGF a contribué au repositionnement de Soquem en rendant plus flexible son processus de décision et en lui donnant la capacité financière de réorienter sa stratégie de developpement vers des projets d'exploitation et de première transformation plutôt que de se concentrer uniquement sur des projets d'exploration.

Avec son partenaire japonais Furukawa, SGF Minéral a amorcé la deuxième phase d'expansion de l'usine de Phillips-Fitel à Rimouski créant ainsi 150 nouveaux emplois directs et indirects. Phillips-Fitel est le seul fabricant canadien de câbles de garde à

réaliser un bénéfice net de 11,7 millions de dollars par rapport à 7,7 millions en 1998.

DES RESSOURCES RENOUVELÉES

SGF Rexfor œuvre dans le secteur des produits forestiers, une industrie cyclique et assujettie aux fluctuations de l'économie mondiale. Au cours de la dernière année, l'industrie a connu d'importants bouleversements résultant de fusions et d'acquisitions de grande envergure à l'échelle internationale.

En 1999, les activités de SGF Rexfor ont été concentrées sur des produits à valeur ajoutée et des créneaux haut de gamme, pour une exploitation adéquate de la matière première disponible. Les papiers spécialisés ont profité d'une reprise intéressante vers le milieu de l'année, tandis que le carton et le bois d'œuvre, particulièrement liés à l'activité économique, ont connu une année très favorable.

D'une valeur de 130 millions de dollars, la construction à Gatineau d'une usine de fabrication de tissu absorbant avec un partenaire de la Colombie-Britannique, Concert Industries Ltd, a été un des projets qui ont dominé la période.

La prise de participation dans Denharco a constitué un pas important en vue de créer un joueur majeur dans la fabrication d'équipements de récolte forestière. La mise de fonds de 5 millions de dollars servira à développer des systèmes de récolte intégrés afin d'optimiser les opérations et de diminuer les coûts en fonction des besoins des utilisateurs.

Un investissement de 60 millions de dollars, partagé également entre SGF Rexfor et son partenaire Boisaco, créera 100 emplois à l'usine de panneaux de porte Sacopan, à Sacré-Cœur, procurant le plein emploi à cette petite municipalité de la Côte-Nord.

En cours d'exercice, SGF Rexfor est également devenue partenaire de DVP-GS, une firme spécialisée dans le développement de logiciels photogrammétriques numériques; de Groupe Nova, une entreprise de fabrication de lames de planchers du Saguenay–Lac-Saint-Jean; de Softmap inc., une société qui conçoit des logiciels et des produits cartographiques; et de Gestion R. Grondin, une entreprise de transformation et de valorisation du pin.

fibres optiques servant à la transmission à grande vitesse de la voix et des données, ainsi qu'à la protection des réseaux de transport contre la foudre et les interruptions de courant.

IntrAl, société en commandite détenue par la SGF et Sural C.A. du Venezuela, a doublé sa capacité de production à l'été 1999 pour répondre à la demande croissante de fil d'acier aluminé et a introduit sur le marché une nouvelle technologie, soit celle des formes en continu en aluminium.

Au tout début du présent exercice, SGF Minéral a conclu une entente pour la vente de 20 % de sa participation dans Reycan à Corus Group plc, alors que son partenaire Reynolds Metal Company a cédé la totalité de ses actions de Reycan au fabricant britannique d'acier et d'aluminium. Reycan est un important fournisseur de bandes d'aluminium minces pour ailettes d'échangeurs de chaleur destinées à l'industrie automobile. À la suite de cette transaction, SGF Minéral détient 40 % de Reycan alors que Corus en détient 60 %.

SGF Minéral a aussi renforcé ses liens avec l'Italie en 1999 alors qu'elle a négocié une entente prévoyant l'acquisition et le développement par la société Mining Italiana SpA de trois propriétés minières québécoises. Les travaux d'exploration évalués à 13 millions de dollars et étalés sur quatre ans, seront financés par l'entreprise italienne et réalisés en collaboration avec le personnel de Soquem.

SGF Minéral a également signé un partenariat avec la société italienne KPM SpA pour la création de KPM Amérique du Nord, une entreprise spécialisée dans la fabrication, l'assemblage et la distribution de cylindres, de valves et de filtres-régulateurs-lubrificateurs pneumatiques. L'investissement de 14 millions de dollars créera 50 emplois directs et indirects.

SGF Minéral a profité d'une remontée du prix de l'aluminium au deuxième trimestre de 1999 pour

Présente dans Tembec depuis 1973, SGF Rexfor a vendu à l'automne 1999 la totalité des actions qu'elle détenait dans l'entreprise pour une somme de 47 millions de dollars et a réalisé un bénéfice net de 18 millions de dollars. La disposition de ce placement qui était arrivé à maturité s'inscrit dans le cadre de la politique de la SGF d'assurer un roulement de son portefeuille.

Par ailleurs, Tembec s'est portée acquéreur de toutes les actions de Donohue Matane inc., une coentreprise de SGF Rexfor, avec l'intention d'y installer une machine à papier qui permettra à l'usine de Matane de poursuivre sa croissance tout en assurant le maximum de retombées au plan régional.

Dans le contexte de consolidation de l'industrie, SGF Rexfor s'est engagée à la fin de l'exercice à vendre à Tembec inc., pour un montant de 50 millions de dollars, la participation qu'elle détenait dans Malette Québec inc.

Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda, filiale de SGF Rexfor, a investi 6 millions de dollars pour la construction d'une usine de sciage à Mont-Laurier.

SGF Rexfor a également consacré des efforts à la gestion de son importante participation dans Domtar, qui a affiché un excellent rendement sur l'avoir des actionnaires, ce qui s'est reflété sur la valeur de l'action.

En 1999, SGF Rexfor a réalisé un bénéfice net de 53,8 millions de dollars par rapport à 39,7 millions en 1998.

DES MAILLAGES PROMETTEURS

Les besoins des populations en termes de soins de santé ne cessent de s'accroître. La filiale **SGF Santé** se consacre à des projets touchant aux deux branches traditionnelles de la médecine, soit préventive et curative, et s'intéresse à une branche en émergence : la médecine régénérative.

Les stratégies de développement de ce secteur passent par la sollicitation de partenariats avec des sociétés étrangères, ainsi que par le soutien à des entreprises québécoises pour les préparer à des maillages avec des partenaires étrangers. Déjà, SGF Santé a réalisé des investissements prometteurs en 1999 et a largement dépassé ses objectifs.

Au premier trimestre de 1999, Andromed, une société affiliée à Theratechnologies et à la SGF, concluait une entente avec Hewlett-Packard pour la commercialisation mondiale du Stethos, premier stéthoscope entièrement électronique au monde. En juin, SGF Santé a investi 7,5 millions de dollars dans Theratechnologies qui serviront à la création d'un laboratoire de peptides thérapeutiques.

La filiale de la SGF s'est aussi engagée durant l'exercice à investir 10 millions de dollars dans Infectio Diagnostic (I.D.I.) inc. qui permettront le développement et la commercialisation de sondes moléculaires destinées au diagnostic rapide des infections d'origine bactérienne.

SGF Santé est à l'origine du transfert de deux sièges sociaux : UltraVision, de Calgary, une entreprise spécialisée dans la fabrication de lentilles cornéennes qui établira son usine principale et son centre de distribution à Saint-Hubert à la suite d'un investissement de 15 millions de dollars, et Gestion Bio-Inova, une société française qui implantera à Montréal le centre nord-américain de ses activités, dont le coût total est évalué à 10 millions de dollars. Bio-Inova, Science de la vie, Amérique du Nord se consacrera aux essais cliniques destinés aux secteurs pharmaceutique, biopharmaceutique et agroalimentaire. Ces deux projets entraîneront la création de 760 emplois directs et indirects.

DES RÉSEAUX FRUCTUEUX

Au plan des hautes technologies, la filiale **SGF Tech** a consenti beaucoup d'efforts à deux projets, Cambridge Display Technologies (CDT), un producteur de polymères semi-conducteurs servant à la fabrication d'écrans plats, et Circuit Foil Luxembourg (CFL), un fabricant de feuilles de cuivre servant aux circuits imprimés. Ces projets, évalués à plus de 100 millions de dollars, ont respectivement bénéficié de mises de fonds propres de 30 et 32 millions de dollars émanant de SGF Tech.

Nous avons investi 7,6 millions de dollars dans UIForce pour le développement de technologies permettant de créer des applications et des services interactifs pour les plates-formes évoluées de téléphonie et de télécommunication, créant ainsi 300 emplois spécialisés. En collaboration avec Sun Microsystèmes du Canada inc.,

la compagnie UIForce a, entre autres, mis en place un centre de développement Java™ autorisé qui consacre la vocation de recherche sur les applications de téléphonie sur Internet à Montréal et à Hull. Elle a de plus conclu d'importantes alliances stratégiques et commerciales avec des acteurs majeurs de l'industrie, notamment en signant une entente d'intégration de sa technologie avec Unisphere, une filiale de Siemens, et en devenant un partenaire privilégié de iPlanet, un consortium formé par Sun, Netscape et AOL.

SGF Tech a aussi continué à investir dans des projets tirant parti de la convergence de l'informatique et des télécommunications. Elle s'est ainsi associée à

Elyps Solutions de répartition inc. pour compléter la phase II d'un projet évalué à 84 millions de dollars dans le domaine des réseaux de radio-communication numériques.

Dans son ensemble, le secteur a suscité des investissements totaux de 333 millions de dollars à travers cinq projets. De plus, nous consacrons des efforts importants depuis quelques années à attirer au Québec un fabricant de semi-conducteurs, le Canada étant le seul pays du G7 à ne pas en compter.

DES SECTEURS INDUSTRIELS D'AVENIR

L'année écoulée a permis à la division de la **logistique industrielle** de bâtir une meilleure connaissance du marché et de ses acteurs ainsi que de procéder à une évaluation du potentiel de développement de la logistique et de la distribution dans la grande région métropolitaine de Montréal. Les conclusions sont favorables à son essor comme plaque tournante de la logistique internationale.

L'expansion phénoménale des intégrateurs de transport, tous disponibles au Québec, le bénéfice de l'aéroport tout cargo de Mirabel, du port de Montréal et des autres ports du Saint-Laurent, la consolidation nord-sud du transport par rail et enfin l'intermodalité de tous ces moyens de transport indiquent que le Québec devrait bénéficier d'une forte croissance dans ce secteur.

Considérant que le secteur de la **machinerie** doit être redéployé au Québec, la SGF s'est donné comme objectif de positionner des entreprises québécoises en tant que sous-traitantes stratégiques afin d'offrir des solutions complètes aux besoins spécifiques des marchés de la machinerie et de l'outillage et aux clients d'envergure internationale.

Le Québec compte des forces importantes, dont sa réputation mondiale en matière de recherche et de développement, un tissu industriel d'utilisateurs à l'avant-garde dans plusieurs secteurs d'activité, une main-d'œuvre qualifiée, un réseau de sous-traitants compétitifs et des avantages fiscaux significatifs.

La division de la machinerie misera sur ces avantages pour revitaliser cette industrie au Québec et en faire la porte d'entrée de nouvelles technologies en Amérique du Nord. En 1999, le secteur s'est engagé à investir 15 millions de dollars dans le projet Turbocor inc., une usine de fabrication de compresseurs et premier partenariat de la SGF avec l'Australie. Le projet, qui nécessitera à terme un investissement de 37 millions de dollars, créera 370 emplois directs et indirects.

Conformément à son plan stratégique, la nouvelle division de **matériel de transport** de la SGF tente de renforcer l'infrastructure existante autour des joueurs majeurs dans le domaine du transport terrestre et de l'aéronautique, tels que Bombardier, Bell Helicoptère et Pratt & Whitney, en amenant leurs fournisseurs locaux à leur procurer des composantes à haute valeur ajoutée qui font appel à des technologies de pointe — logiciels, capteurs — ou à devenir des intégrateurs de pièces, ce qui leur permettra ensuite d'exporter leur savoir-faire.

En novembre, ce secteur signait une lettre d'intérêt pour l'acquisition d'une participation dans Groupe René Matériaux Composites inc., un fabricant de pièces de carrosserie en matériaux composites pour les constructeurs nord-américains de camions lourds. La conclusion de cet investissement estimé à 7,5 millions de dollars s'est concrétisée en mars 2000 et créera 150 emplois directs et indirects. GRMC exploite deux usines au Québec, l'une à Saint-Éphrem de Beauce et l'autre à Sainte-Clotilde de Beauce.

Des projets d'implantation d'usines et de partenariats internationaux sont présentement en voie de réalisation et devraient être annoncés au cours de l'année 2000.

DES CIBLES À ATTEINDRE

La SGF souhaite enfin contribuer au développement touristique de certaines régions du Québec par le biais du secteur du **récréotourisme**, notamment en concluant des ententes de partenariat avec des investisseurs locaux et internationaux, dont la complémentarité des compétences assurerait le succès des projets.

Notre premier investissement dans ce secteur s'est concrétisé en 1999 avec une prise de participation de 12 millions de dollars dans Métaforia, une entreprise qui crée et gère des centres de divertissement fondés sur l'exploitation des technologies de pointe en réalité virtuelle et en production de contenus 2D/3D. L'engouement qu'a connu Océania, production présentée à l'exposition universelle de Lisbonne, au Portugal, en 1998, est de bon augure sur le plan international. L'ouverture d'un premier site à Montréal servira de vitrine dans le domaine du multimédia. Cent soixante-quinze emplois seront créés. Le projet du Technodôme, un investissement total de près de 1 milliard de dollars en partenariat avec Heathmount Corporation de Toronto, a également été au cœur de notre action au cours de l'année écoulée. Nous sommes confiants de pouvoir annoncer des développements en 2000.

Ces deux projets sont des exemples d'une tendance en émergence, soit le divertissement urbain, qui s'adresse à une clientèle locale ou de court séjour.

De véritables partenaires

La SGF considère qu'elle doit assumer son rôle d'actionnaire auprès des entreprises dans lesquelles elle investit. C'est pourquoi nous offrons, entre autres, un service de soutien en matière de ressources humaines — rémunération, relocalisation, immigration, embauches de gestionnaires de haut niveau — aux entreprises qui nous en font la demande. Cette année seulement, nous avons procédé à l'analyse et au réaménagement de la structure organisationnelle de 13 nouvelles entreprises en portefeuille. Les services juridiques, financiers, de planification stratégique et de communications de la SGF sont également mis à la disposition de nos partenaires lorsque requis.

Des assises à travers le Québec

La SGF a également poursuivi son implication pan-québécoise, investissant dans des projets dans les grands centres économiques mais aussi dans des villes ou municipalités bénéficiant moins souvent d'investissements porteurs, telles Iberville, Mont-Laurier, Manseau, Sacré-Cœur, Granby, Rimouski, Princeville et Saint-Félicien, pour ne nommer que celles-là.

Des liens internationaux

La SGF est fière d'avoir réalisé son premier projet avec un partenaire d'Australie, Turbocorp. Elle a également démarré cette année des projets avec Cepsa, d'Espagne, Sural, du Vénézuela, Circuit Foil, du Luxembourg, Gestion Bio-Inova et Mathis, de France, KPM SpA et Mining Italiana SpA, d'Italie, et finalement CHI Energy, des États-Unis.

L'importance de mieux nous positionner auprès de partenaires internationaux stratégiques nous a amenés au cours des dernières années à mobiliser des efforts importants, entre autres au Forum économique mondial de Davos, où nous identifions chaque année des avenues de développement. Des projets comme Mining Italiana, UIForce (par le biais d'une entente avec Sun Microsystems) et Bio-Inova se sont concrétisés grâce à cette possibilité exceptionnelle qu'offre le Forum de réunir les grands décideurs de la planète.

Perspectives 2000

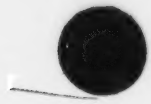
Désormais [illegible] a atteint un rythme de croisière qui devrait [illegible] de realiser les objectifs d'investissement prévus à son plan quinquennal. Nous [illegible] jour après jour, une certaine accélération dans la mise en œuvre de nos projets. Nous constatons aussi que la realité economique du Québec et ses nombreux atouts sont de plus en plus reconnus et connus à l'etranger.

Sans vouloir nous lancer dans la prospective, nous sommes déjà en mesure d'anticiper que l'année 2000, à la lumière des quatre premiers mois, verra la conclusion de plusieurs nouveaux investissements.

Le nombre de dossiers ayant atteint un stade de négociation avancée est d'ailleurs une bonne indication pour l'année 2000.

Depuis le début de l'année, Atrium Biotechnologies, une nouvelle division de Les Laboratoires Aeterna, et Draxis Pharma, un fabricant à façon de produits pharmaceutiques, ont obtenu de la SGF un financement de 7,5 millions de dollars chacun. Par ailleurs, notre coentreprise issue d'un partenariat avec DSM des Pays Bas, DSM Biologics, annoncait en janvier qu'elle allait accroître sa capacité de production en ajoutant à ses installations de Montréal une cuve de 2000 litres pour la fabrication de produits biopharmaceutiques.

La SGF va encore augmenter ses prises de participation dans des entreprises liées à l'économie du savoir. Montréal et sa région sont maintenant dans le peloton de tête des métropoles nord-américaines quant aux entreprises œuvrant dans ces secteurs.



LE RENDEMENT DE LA SGF POUR 1999 A ÉTÉ DE 8,4 % ET CELUI DE LA PÉRIODE 1995-1999, DE 15,0 %.

Ces taux sont le résultat du bénéfice net de la SGF, divisé par les capitaux propres moyens pour la période visée.

Le rapport annuel 1998 des activités de la SGF présentait des états financiers consolidant les résultats historiques de la société tels que publiés au cours des ans. En 1998, la fusion des activités de Rexfor, Soquia, Soquem et Soquip à la SGF fut considérée comme un regroupement d'entreprises sous contrôle commun. Puisque les états financiers consolidés et vérifiés de la SGF pour les trois dernières années ont été préparés en conséquence, il convient maintenant de présenter les taux de rendement historiques annuels et quinquennaux, en tenant compte des résultats des cinq sociétés fusionnées, sur les capitaux propres moyens globaux de l'actionnaire.

De par sa nature de holding industriel voué au développement à long terme de l'économie du Québec, la mesure la plus significative du rendement de la société est son rendement sur des périodes mobiles de cinq ans. Ainsi elle peut concilier ses rôles de développement et de gestion d'un portefeuille d'importance. Au cours de la dernière période visée, à savoir 1995-1999, le rendement sur les capitaux propres moyens de l'actionnaire est de 15,0 %. Ce taux provient de la consolidation de tous les bénéfices nets réalisés par la SGF et ses participations ainsi que les profits réalisés lors de la vente d'un certain nombre de placements, compte tenu de tous les capitaux propres moyens de l'actionnaire.

Étant co-propriétaire, avec ses partenaires privés, des entreprises qu'elle contribue à développer, la société est tenue de comptabiliser ses bénéfices selon les règles prescrites. À part les placements de nature capital de risque, le bénéfice est celui qui est véritablement généré par les entreprises. Cela diffère des sociétés d'investissements ou de gestion de retraite qui calculent un taux de rendement qu'ils auraient théoriquement obtenu en vendant la totalité de leur portefeuille à une valeur marchande, à un instant donné, sur un marché efficace.

Cependant, il est possible pour un certain nombre de placements de la SGF, d'évaluer leur valeur marchande à la fin de l'exercice financier. Par exemple, les 36,3 millions d'actions de la société Domtar détenues par la SGF avaient une valeur boursière de 621,4 M$ au 31 décembre dernier alors qu'elles sont comptabilisées à une valeur de 342,8 M$ à la même date aux états financiers. La plus-value potentielle de 278,6 M$ ne pourra être inscrite aux livres, et donc contribuer au rendement de la SGF, qu'au moment où les actions seront effectivement vendues.

Le taux de rendement annuel de 8,4 %, ne tient pas compte non plus des valeurs marchandes qui peuvent être attribuées aux placements non inscrits à une bourse de valeurs mobilières. L'exemple du placement de SGF Soquia dans Culinar, vendu au cours de 1999, témoigne de cette réalité. Malgré les évaluations conservatrices que la direction aurait pu effectuer au cours des dernières années, le profit réalisé n'avait jamais été escompté aux résultats, même si la valeur de l'entreprise croissait dans le temps.

Outre le calcul comptable des bénéfices nets de la SGF, l'utilisation comme base de calcul des capitaux propres moyens de l'actionnaire pour déterminer un taux de rendement, mérite quelques précisions.

En effet, cette base varie en fonction des bénéfices non répartis (c'est-à-dire des bénéfices non partagés avec l'actionnaire, sous forme de dividendes), et des souscriptions au capital-actions. Or, en période de fort développement, comme c'est le cas depuis 1998, une portion importante du capital de l'actionnaire est investi dans un très grand nombre de projets en cours de construction et de montage. Ces sommes ne génèrent pas instantanément des bénéfices. Il est normal d'avoir une période sans rendement, et même dans certains cas, d'essuyer des pertes associées au démarrage. De plus, certains placements aux coûts génèrent peu ou pas de bénéfices.

Au 31 décembre 1999, une portion évaluée à 394,6 M$ des capitaux propres était en développement, soit 26,1 %. Un an plus tôt, cette partie du capital en développement ne représentait que 9,7 % des capitaux. On retrouve au *tableau des entreprises par méthode de comptabilisation*, la liste des placements (en italique) que nous considérons en développement.

En définitive, la base productrice moyenne de rendement de la SGF en 1999 était de 1 120,4 M$. Ainsi le rendement annuel calculé sur cette base serait évalué à 10,3 %, soit 1,9 % de plus que le rendement comptable de 8,4 %.

Cette différenciation du taux de rendement est illustrée au tableau de la page 4.

Somme toute, le rendement quinquennal d'une société comme la SGF est une mesure plus appropriée que le simple taux annuel comptable, puisqu'une longue période permet de tenir compte des réalisations de placement, du développement et des résultats réguliers des entreprises en portefeuille.

ENTREPRISES PAR MÉTHODE DE COMPTABILISATION

Tel que mentionné précédemment, la SGF est beaucoup plus qu'un simple investisseur. La société joue un rôle important de co-propriétaire avec ses partenaires. Ce comportement relativement unique se répercute, entre autres, au niveau de ses résultats financiers. En d'autres termes, l'influence qu'a la SGF au plan des grandes orientations stratégiques, du développement, des investissements, des financements, des budgets annuels et même, de manière exceptionnelle, des opérations détermine la comptabilisation des résultats de ces entreprises.

Ainsi, lorsque la SGF est en contrôle exclusif d'une entreprise, celle-ci est une *filiale de la SGF* et tous les postes de ses trois états financiers sont intégrés, ligne par ligne, à ceux de la société. Au 31 décembre 1999, la SGF contrôlait 8 filiales opérantes, dont par exemple le Centre de distribution de médicaments vétérinaires (CDMV).

Comme c'est généralement le cas, la SGF est minoritaire au capital-actions d'une société. Parfois, elle jouit d'un pouvoir réel d'orientation et de contrôle conjoint. Ces sociétés étant considérées comme des *coentreprises*, la SGF consolide à ses états tous les postes comptables en proportion de sa participation et ce dans chacune des 19 coentreprises inscrites aux états de la dernière année, comme pour le cas de Petresa Canada, avec 49 %.

La SGF possède aussi des placements sur lesquels elle exerce une influence sensible. Annuellement, la société comptabilisera sa proportion des bénéfices nets de ces entreprises qui viendra aussi influencer la valeur de ses placements au bilan de la SGF. L'exemple d'un de ces 23 *satellites de la SGF* est celui de Domtar.

Certains investissements, particulièrement dans les secteurs Santé et Haute technologie, s'apparentent à des placements en *capital de risque*, puisque leur valeur n'est pas toujours associée aux résultats annuels. La SGF possède 11 entreprises de ce type, comme par exemple Alis Technologies. Ainsi, c'est la variation de leur valeur qui viendra influencer les états financiers de la SGF.

Enfin, d'autres *placements à long terme*, comptabilisés aux coûts, démontrent l'influence relative de la société. Quelque 32 entreprises sont de cette nature et leurs résultats ne contribuent pas à ceux de la SGF. Le placement de 4,9 % dans Groupe Saputo témoigne de cette réalité.

Afin de donner l'information la plus complète disponible, le tableau suivant catégorise, par secteur d'activité de la SGF, tous les placements classifiés selon leur méthode de comptabilisation. De plus, la somme des placements inscrite par secteur d'activité montre la valeur nette comptable de l'ensemble des entreprises du secteur.

De plus, tous les titres en italique indiquent que ces placements sont considérés comme en développement ou sans contribution notable aux bénéfices nets de 1999. Il n'en demeure pas moins qu'une somme importante de capitaux propres y est investie.

ENTREPRISES PAR MÉTHODE DE COMPTABILISATION

au 31 décembre 1999

● **FILIALES**
■ **COENTREPRISES**
▲ **SATELLITES**
▼ **CAPITAL DE RISQUE**
◆ **PLACEMENTS AU COÛT**

(en millions de dollars)	●	■	▲	▼	◆	*total*
Produits forestiers						**481,2**
Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda	●					
Produits forestiers St-Alphonse inc.	●					
Rexforêt inc.	●					
Malette Rexfor inc. (Malette Québec)		■				
Sacopan inc.		■				
Sodexpan inc.		■				
F.F. Soucy inc. & associés			▲			
Groupe Pyrovac inc.					◆	
Denharco inc.			▲			
Domtar inc.			▲			
Autres					◆	
Métaux et minéraux						**416,7**
Albecour	●					
Reycan		■				
IntrAl		■				
Phillips-Fitel inc.		■				
Neuman U.S.A.		■				
Neuman Aluminium Canada		■				
SDM			▲			
Altex Extrusion			▲			
Magnola		■				
KPM, Amérique du Nord		■				
Soquem inc.	●					
Chimie, pétrochimie et plasturgie						**190,2**
Pétromont		■				
Petresa		■				
Karbomont		■				
Kemfor					◆	
Sol Plastiques			▲			
TechBlend			▲			
Soquip	●					

	●	■	▲	▼	◆	*total*
Agroalimentaire						**167,7**
C.I.P.Q. inc.	●					
C.D.M.V. inc.	●					
Aliments Carrière			▲			
Patrimoine des eaux du Québec			▲			
Champost			▲			
Composts du Québec			▲			
Canneberges Atoka inc.			▲			
Fruits bleus inc.			▲			
Gestion R.T.			▲			
Pêcheries Marinard Ltée			▲			
Maison du Gibier			▲			
Épicerie Méditerranéenne			▲			
GRT Aquatechnologies			▲			
Fabrique de glaces à l'européenne			▲			
Pisciculture des Alléghanys			▲			
Groupe Saputo inc.					◆	
Autres					◆	
Haute technologie						**88,4**
NSI Communications			▲			
Goal Semiconductors				▼		
Domosys				▼		
Alis Technologies				▼		
Elyps				▼		
Compositech & Laminés CTEK					◆	
Moli-Flex White		■				
UlForce				▼		
Hillman CDT LLC				▼		
Santé						**57,9**
Andromed		■				
DSM Biologics		■				
Haemacure				▼		
Infectio Diagnostic (I.D.I.) inc.				▼		
UltraVision				▼		
Bio-Inova		■				
Theratechnologies					◆	
RTP Pharma				▼		
Récréotourisme						
Métaforia		■				
Machinerie						
Turbocor inc.		■				
Matériel de transport						
Technologies M4 inc.					◆	
Divers						
Novacap inc.				▼		
Activités corporatives						
					◆	

CONJONCTURE DE L'ANNÉE 1999

Au cours de l'exercice financier, la société a conclu plusieurs transactions importantes qui ont eu une incidence sur les états financiers.

La réalisation de quatre placements : En 1999, la SGF et ses filiales ont clôturé quatre transactions touchant autant de placements détenus depuis un certain nombre d'années. C'est ainsi que le Centre d'insémination artificielle du Québec, le CIAQ, fut vendu à sa valeur aux livres, tel qu'indiqué à la note portant sur les événements postérieurs des états financiers de l'an dernier. Au cours de l'été, SGF Soquia exerçait ses droits en acceptant le rachat de la participation majoritaire du Mouvement Desjardins dans Culinar pour revendre la totalité de ses actions et celles de Desjardins au Groupe Saputo. Toute cette opération généra un bénéfice net de 67,7 M$. Pour sa part, SGF Rexfor vendit avec 18,1 M$ de profits nets, sur les marchés boursiers, son solde des actions ordinaires de Tembec. Finalement, avec son partenaire Donohue, la société a vendu sa coparticipation dans Donohue Matane. Toutes ces opérations ont permis de réaliser des gains sur aliénations de l'ordre de 89,5 M$, d'encaisser 224,1 M$ et d'obtenir des actions du Groupe Saputo pour une valeur de 100 M$.

Évaluation de placement de capital de risque et provisions : À la suite de l'adoption d'une nouvelle convention comptable en 1998 afin de mieux refléter la mission de la SGF dans les secteurs de la nouvelle économie, les placements qui s'apparentent à des placements en capital de risque sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations des valeurs sont inscrites aux résultats de la société à titre de gain ou perte non réalisé. En 1999, l'évaluation des placements en capital de risque de la société s'élève à 112,8 M$, après avoir comptabilisé une perte globale non réalisée de 10,1 M$.

De plus, une provision de 8,6 M$ fut inscrite pour tenir compte de baisses de valeur de certains placements à long terme.

Croissance d'activités sectorielles : En 1999, un rythme accéléré d'activités pour réaliser des investissements importants a entraîné des frais de développement proportionnels. Ces frais regroupent maintenant tous ceux qu'auraient encourus les quatre ex-sociétés d'État ainsi que la SGF si elles n'avaient pas fusionné. Le nouveau rythme de développement se reflète en 1999 par des nouvelles acquisitions de coentreprises et de placements pour une somme de 272,2 M$ et par la participation dans plusieurs projets d'expansion de sociétés en portefeuille.

Souscription de l'actionnaire : En 1999, l'actionnaire a souscrit et payé 15 millions d'actions ordinaires au prix de 10,00 $ chacune, soit la somme de 150 000 000 $. Ainsi, d'un capital autorisé, à la suite des dernières modifications législatives de 1998, de 2 925 000 000 $, l'actionnaire a contribué, depuis l'origine de la SGF, à 1 073 340 180 $, laissant un solde disponible de 1 851 659 820 $.

RÉSULTATS SECTORIELS : COMPARAISON DES RÉSULTATS DE 1999 ET DE 1998

La société a inscrit un bénéfice net consolidé de 115,8 M$ en 1999 comparativement à 78,7 M$ en 1998, soit une hausse de 37,1 M$ ou 47,1 %.

La ventilation du bénéfice net consolidé par secteur se résume comme suit :

Bénéfice net sectoriel *(en millions de dollars)*	**1999**	1998	Écarts
Produits forestiers	**53,8**	39,7	14,1
Métaux et minéraux	**11,7**	7,7	4,0
Chimie, pétrochimie et plasturgie	**18,7**	16,5	2,2
Agroalimentaire	**75,4**	24,9	50,5
Haute technologie	**(14,0)**	(3,1)	(10,9)
Santé	**(13,2)**	(3,9)	(9,3)
Autres secteurs en développement	**(6,4)**	–	(6,4)
Sous-total	**125,9**	81,8	44,1
Activités corporatives	**(10,1)**	(3,1)	(7,0)
Total	**115,8**	78,7	37,1

Produits forestiers :
Ce secteur affiche un bénéfice net de 53,8 M$ en 1999, contre 39,7 M$ en 1998, soit une augmentation de 35,5 %.

En 1999, SGF Rexfor a fortement bénéficié de la vente de son placement dans Tembec et sa participation dans Donohue Matane qui ont généré des gains sur disposition de 18,1 M$ et 2,7M$ respectivement et une quote-part additionnelle de profits de 4,1 M$. En contrepartie, une provision pour perte sur placements à long terme de 7,1M $ a été enregistrée.

Ce secteur a aussi bénéficié de la bonne performance de Domtar en 1999. La quote-part du bénéfice net s'élève à 31,3 M$ (163,0 M$ pour Domtar), une augmentation de 16,9 M$ par rapport à 1998 (excluant le gain sur dilution de 15,7 M$ affiché en 1998 à la suite de l'acquisition de E.B. Eddy). Cette croissance est principalement attribuable au programme d'amélioration de la productivité et de contrôle des coûts, à l'impact favorable de E.B. Eddy et à la hausse des prix moyens dans le secteur du bois et des emballages. Des meilleurs prix de vente ont également généré une rentabilité supérieure pour les Produits forestiers St-Alphonse et Sodexpan.

En février 2000, SGF Rexfor a vendu la totalité de sa participation dans Malette Québec à un prix de 50,0 M$ à Tembec. La société a réalisé un profit sur disposition de l'ordre de 3,8 M$, qui sera comptabilisé aux résultats de 2000.

Métaux et minéraux :
Ce secteur affiche un bénéfice net de 11,7 M$ comparativement à 7,7 M$ en 1998, pour une croissance de 51,9 %. À l'exclusion de la radiation des actifs de l'usine de démonstration de Magnola de 4,8 M$ en 1998, le secteur a connu un léger recul de 0,8 M$ du bénéfice net.

D'une part, Albecour a connu une bonne année avec un bénéfice net de 18,7 M$, soit une hausse de 5,1 M$ par rapport à 1998. La demande nord-américaine pour l'aluminium primaire est demeurée vigoureuse et elle a continué de se raffermir en Europe en 1999, ce qui a entraîné un prix LME moyen comptant de 61,8 ¢ US/livre pour l'année.

En contrepartie, des baisses de rentabilité ont été enregistrées pour plusieurs sociétés détenues par SGF Minéral, particulièrement Reycan et Phillips-Fitel. La profitabilité diminuée de Reycan est attribuable à des dépenses plus élevées reliées à l'arrêt planifié de l'usine en août 1999, et à des coûts de conversion supérieurs en raison des problèmes de production et de qualité encourus en début d'année. Phillips-Fitel affiche des marges bénéficiaires plus faibles qu'en 1998 en raison de l'érosion des prix de vente sur les marchés internationaux.

En janvier 2000, SGF Minéral a disposé d'une portion de 20 % de sa participation dans la coentreprise Reycan. SGF Minéral a encaissé 22,5 M$ et a généré un profit sur disposition de 8,0 M$. Elle conserve 40 % de l'entreprise. Ces résultats se retrouveront aux états financiers de la SGF en 2000.

Chimie, pétrochimie et plasturgie :
Ce secteur a inscrit un bénéfice net de 18,7 M$ par rapport à 16,5 M$ en 1998, une progression de 13,3 %.

D'une part, les coûts fixes relatifs à l'arrêt planifié et la hausse de prix des matières premières continuent d'influencer négativement les résultats de Pétromont. De plus, en 1999 le développement des ventes de SolPlastiques a été lent. Ces baisses ont été plus que compensées par le volume supplémentaire des ventes connues par Petresa Canada ainsi que des coûts de production plus bas grâce à la chute, au cours du premier trimestre, des prix de sa matière première principale la « n-paraffine ».

Agroalimentaire :
En 1999, ce secteur a disposé de deux placements — le CIAQ et Culinar. La vente du placement détenu dans Culinar au Groupe Saputo a généré un bénéfice de 67,7 M$ tandis que la vente des actions du CIAQ a été effectuée à la valeur comptable nette au 31 décembre 1998. À l'exclusion de ces ventes, le bénéfice net du secteur a reculé en 1999 de 17,2 M$ par rapport à 1998.

Cependant au cours de la même période de comparaison, notons que le bénéfice net provenant du CIAQ s'élevait à 4,8 M$ en 1998 et qu'à la suite de la vente de cette filiale, cette rentabilité n'existe plus en 1999. Il en est ainsi de Culinar qui en 1998 a affiché un bénéfice net de 17,0 M$ (part SGF Soquia) dont 13,6 M$ provenant de la vente de la filiale américaine « Drake Bakeries ». En 1999, seule une somme de 3,0 M$ en provenance de Culinar est venue contribuer aux bénéfices de SGF Soquia.

Haute technologie :
La perte nette de ce secteur regroupe des pertes non réalisées de 7,5 M$ sur des placements de capital de risque, de même que la comptabilisation de coûts de développement de deux projets, Laminés CTEK et Raychem, à la suite de la décision de ne pas poursuivre ces projets.

Santé :
Dans ce secteur, on retrouve des coentreprises en phase de démarrage et des placements de type capital de risque. Les coentreprises, DSM Biologics et Andromed, ont connu des pertes en 1999. L'évaluation à la juste valeur des placements de capital de risque de ce secteur a entraîné l'inscription d'une perte non réalisée de 3,3 M$.

LIQUIDITÉS ET SITUATION FINANCIÈRE

L'actif consolidé, qui était de 1 757,4 M$ à la fin de 1998, a progressé à 1 956,8 M$ au 31 décembre 1999. Cette hausse de 11,3 % est essentiellement imputable aux acquisitions de placements à long terme durant l'année et aux nouvelles immobilisations (particulièrement la construction de l'usine de Magnola) compensées par la vente de sociétés effectuée en 1999. Ces aliénations ont aussi contribué à la réduction de la dette à long terme depuis la fin de 1998. Les capitaux propres se situent à 1 510,6 M$ au 31 décembre 1999.

En 1999, la société a adopté rétroactivement les nouvelles normes comptables portant sur l'état des flux de trésorerie. Par conséquent, les activités d'investissement et de financement qui n'entraînent pas de mouvements d'espèces ou de quasi-espèces ont été exclues des flux de trésorerie.

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation accusent une baisse de 46,4 M$ en 1999 causée essentiellement par une baisse de liquidités dans les entreprises en stade de démarrage et par une augmentation des dépenses dans les secteurs en développement occasionnées par la poursuite du plan d'investissement de la SGF.

Les activités d'investissement ont entraîné des déboursés de 234,6 M$, à savoir :

- L'acquisition de coentreprises et de placements à long terme de 272,2 M$ est attribuable au rachat des actions de Culinar détenues par le Mouvement Desjardins (140,8 M$) ainsi qu'aux déboursés effectués aux fins d'investissements dans des sociétés telles que Hillman CDT (30,0 M$), Elyps (13,5 M$), UltraVision (13,0 M$), Patrimoines des eaux du Québec (10,1 M$), UlForce (7,6 M$), Theratechnologies (7,5 M$), Métaforia Divertissement (5,6 M$), Denharco (5,0 M$), Infectio Diagnostic (5,0 M$) et Moli-flex White s.e.c. (3,2 M$).
- La réalisation de coentreprises et de placements à long terme s'établit à 230,4 M$. Les activités les plus importantes ont été la vente de Culinar (140,0 M$), de Tembec (47,0 M$), du CIAQ (21,1 M$) et de Donohue Matane (16,0 M$).
- Les acquisitions de nouvelles immobilisations et les autres activités d'investissement s'élèvent à 162,4 M$ et 11,6 M$ respectivement. Ceci reflète les dépenses en construction de nouvelles usines de Magnola et de Karbomont ainsi que des dépenses en immobilisations de Reycan et IntrAl pour des projets d'expansion. De plus, les acquisitions de nouvelles immobilisations et autres activités d'investissement incluent la part de la SGF dans les participations en exploitation, notamment chez Pétromont, Albecour, Soquem, Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda, Sacopan et Malette Québec.

Les activités de financement ont entraîné un encaissement net de 144,0 M$ en 1999. Outre l'émission de capital-actions de 150,0 M$, une augmentation de la dette à long terme d'un montant de 41,6 M$ fut occasionnée par le refinancement de Pétromont et l'obtention de nouveaux financements des sociétés telles que Reycan, IntrAl, Métaforia, Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda et Malette Québec. Des remboursements de dettes, dans le cours normal des affaires, ont été effectués principalement par Albecour, Malette Québec et Petresa Canada pour un total de 54,9 M$.

Globalement, les liquidités consolidées de la SGF ont accusé une baisse de 31,4 M$ en 1999, portant le total à 102,2 M$ en fin d'année, pour l'encaisse et les placements à court terme liquides, net des découverts bancaires. Cette baisse dans les liquidités est expliquée principalement par les activités et investissements accélérés de la SGF durant l'exercice 1999. La SGF a accès à des crédits bancaires disponibles de 253,0 M$ pour des financements à court et à long terme.

AN 2000

Tout au long de l'année, la direction de la SGF a informé les membres de son conseil d'administration à l'effet que la problématique de l'an 2000 n'affecterait pas ses activités normales ni celles de ses filiales et des entreprises dans lesquelles elle a investi.

Le passage sans impact à l'an 2000 a été rendu possible grâce aux efforts conjugués des ressources de la SGF, de celles de ses filiales et des entreprises, ainsi qu'au recours à certaines ressources externes spécialisées.

Appuyées par des technologies des plus modernes, la SGF et ses filiales peuvent ainsi continuer de concentrer leurs efforts dans ce qu'elles réussissent le mieux, les projets de développement économique avec des partenaires du monde entier.

Au moment du passage à l'an 2000, la SGF a donc atteint son objectif en assurant la continuité de ses activités et en maintenant la valeur de ses placements.

À L'ACTIONNAIRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Dans l'exercice de ses responsabilités, le conseil d'administration de la Société générale de financement du Québec a délégué la préparation de ses états financiers consolidés à ses dirigeants.

Les états financiers consolidés de l'exercice 1999 ont été vérifiés par les vérificateurs indépendants de la société, PricewaterhouseCoopers, avant d'être soumis au conseil d'administration qui les a approuvés sur recommandation du comité de vérification dûment constitué et mandaté.

La direction est d'avis que ces états ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus en tenant compte, dans les limites raisonnables, de tous les éléments importants dans le cadre des conventions comptables mentionnées aux notes afférentes.

L'information présentée dans le rapport annuel est en conformité avec les états financiers ci-joints.

Le président du conseil,
président et chef de la direction,

Claude Blanchet

Le premier vice-président et
chef de la direction financière,

Daniel Paillé

Le 17 avril 2000

AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la **Société générale de financement du Québec** au 31 décembre 1999 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V – 5.01), nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

Comptables agréés

Le 3 mars 2000

Résultats consolidés

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1999

(en milliers de dollars)	**1999**	1998
Chiffre d'affaires *(note 3)*	**800 641**	759 535
Charges d'exploitation		
Coût des produits vendus et des services	**631 750**	583 684
Frais généraux, de vente et d'administration	**80 882**	71 048
Amortissement et épuisement	**52 992**	47 549
	765 624	702 281
Bénéfice d'exploitation	**35 017**	57 254
Revenus de placements		
Part du bénéfice des sociétés satellites	**33 711**	46 455
Gain sur aliénation de coentreprises et de placements à long terme	**89 472**	8 436
Perte non réalisée sur placements de capital de risque	**(10 129)**	(1 090)
Provision pour perte sur les autres placements à long terme	**(8 639)**	(3 027)
	104 415	50 774
Bénéfice avant les postes suivants	**139 432**	108 028
Frais financiers *(note 4)*	**2 366**	6 375
Autres frais *(note 5)*	**21 270**	22 955
Bénéfice net pour l'exercice *(note 3)*	**115 796**	78 698

Bénéfices non répartis consolidés

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1999

(en milliers de dollars)	**1999**	1998
Solde au début de l'exercice	**319 634**	256 772
Bénéfice net pour l'exercice	**115 796**	78 698
	435 430	335 470
Ajustement ayant trait à des opérations entre parties apparentées	**–**	(4 342)
Virement au capital-actions	**–**	(11 494)
	–	(15 836)
Solde à la fin de l'exercice	**435 430**	319 634

Bilan consolidé

au 31 décembre 1999

(en milliers de dollars)	1999	1998
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	**102 248**	133 667
Placements temporaires	**66 139**	44 381
Comptes débiteurs	**130 476**	121 994
Stocks *(note 6)*	**120 385**	111 356
Frais payés d'avance	**4 903**	5 200
Partie à court terme des placements à long terme	**17 370**	22 191
	441 521	438 789
Placements à long terme *(note 7)*	**674 755**	522 333
Immobilisations *(note 8)*	**741 855**	695 323
Autres actifs *(note 9)*	**98 695**	100 990
	1 956 826	1 757 435
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires	**17 057**	16 728
Comptes créditeurs et charges	**152 229**	136 436
Partie à court terme de la dette à long terme	**30 069**	18 060
	199 355	171 224
Dette à long terme *(note 10)*	**243 152**	337 660
Part des actionnaires sans contrôle	**3 684**	3 230
	446 191	512 114
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions *(note 11)*	**1 073 340**	923 340
Bénéfices non répartis	**435 430**	319 634
Écart de conversion	**1 865**	2 347
	1 510 635	1 245 321
	1 956 826	1 757 435

Au nom du conseil,

Francine Allaire
Administratrice

Claude Lamonde
Administrateur

Flux de trésorerie consolidés

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1999

(en milliers de dollars)	1999	1998
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux)		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	**115 796**	78 698
Ajustements pour		
Amortissement et épuisement	**52 992**	47 549
Part du bénéfice des sociétés satellites	**(33 711)**	(46 455)
Gain sur aliénation de coentreprises et de placements à long terme	**(89 472)**	(8 436)
Provision pour perte sur placements à long terme	**18 768**	4 117
Amortissement de la perte de change non matérialisée	**1 876**	6 603
Perte sur radiation d'immobilisations et d'autres actifs	**2 894**	10 063
Dividendes reçus des sociétés satellites	**7 464**	9 968
	76 607	102 107
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement *(note 12)*	**(17 425)**	3 495
	59 182	105 602
Activités d'investissement		
Placements temporaires	**(21 758)**	(44 381)
Acquisitions de coentreprises et de placements à long terme *(notes 3 et 13)*	**(272 156)**	(54 931)
Réalisations de coentreprises et de placements à long terme	**230 388**	95 704
Nouvelles immobilisations *(note 3)*	**(162 362)**	(107 192)
Aliénations d'immobilisations	**2 910**	833
Autres activités d'investissement	**(11 609)**	(11 118)
	(234 587)	(121 085)
Activités de financement		
Emprunts bancaires	**7 285**	4 794
Augmentation de la dette à long terme	**41 637**	41 657
Versements sur la dette à long terme	**(54 936)**	(43 185)
Émission de capital-actions	**150 000**	50 000
	143 986	53 266
Variation nette des espèces et quasi-espèces au cours de l'exercice	**(31 419)**	37 783
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	**133 667**	95 884
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	**102 248**	133 667
Les espèces et quasi-espèces comprennent ce qui suit		
Encaisse	**56 760**	26 754
Placements à court terme liquides	**50 281**	108 306
Découverts bancaires	**(4 793)**	(1 393)
	102 248	133 667
Information supplémentaire		
Intérêts payés	**15 782**	16 237

1 CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

La société a été constituée en 1962 en vertu de la Loi sur la Société générale de financement du Québec, laquelle a été modifiée en 1996. Le gouvernement du Québec en est l'actionnaire. La société a pour objet de réaliser, en collaboration avec des partenaires et à des conditions de rentabilité normales des projets de développement économique, notamment dans le secteur industriel, en conformité avec la politique de développement économique du gouvernement du Québec. Elle est présente dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la chimie, pétrochimie et plasturgie, de la haute technologie, de la logistique industrielle, de la machinerie et de l'outillage, du matétiel de transport, des métaux et minéraux, des produits forestiers, du récréotourisme et de la santé.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Principe de consolidation
Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale qui consiste à intégrer les états financiers de la filiale, ligne par ligne, dans les états financiers de la société. Ils comprennent également les comptes de ses coentreprises comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle, qui consiste à inscrire la part de la société dans chacun des actifs, des passifs et des résultats de la coentreprise. Les résultats des filiales et des coentreprises sont compris dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition des participations et jusqu'à la vente, le cas échéant.

Modification de conventions comptables
En 1999, la société a appliqué de façon rétroactive la nouvelle recommandation de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relative à l'état des flux de trésorerie. L'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net et les capitaux propres des exercices précédents. Par contre, certains soldes comparatifs ont été redressés pour se conformer à la nouvelle présentation.

Utilisation d'estimations
La préparation d'états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers et sur la divulgation des éventualités en date du bilan ainsi que sur les produits et les charges pour les périodes présentées. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Juste valeur marchande des instruments financiers
La société a évalué la juste valeur marchande de ses instruments financiers en se basant sur les taux d'intérêt actuels, la valeur au marché et le prix actuel d'un instrument financier ayant des conditions comparables. À moins d'indication contraire, la valeur comptable de ces instruments financiers, en particulier ceux à court terme tels les espèces et quasi-espèces, les placements temporaires, les comptes débiteurs, les emprunts bancaires, les comptes créditeurs et les charges courues, se rapproche de la juste valeur marchande.

Espèces et quasi-espèces
Les espèces et quasi-espèces se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires, des placements à court terme liquides, dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois et des découverts bancaires.

Placements temporaires
Les placements temporaires consistent principalement en papiers commerciaux et en acceptations bancaires dont l'échéance est supérieure à trois mois et sont évalués au moindre du coût et de la valeur marchande.

Stocks
Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur du marché. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen et de l'épuisement successif, et la valeur du marché est définie comme étant le coût de remplacement ou la valeur de réalisation nette.

Placements à long terme
Les placements en actions dans des sociétés satellites, soit les sociétés dans lesquelles la société est en mesure d'exercer une influence notable et qui ne sont pas considérés comme des investissements de capital de risque, sont présentés à la valeur de consolidation qui consiste à reconnaître la part de la société dans les résultats de la société satellite depuis la date d'acquisition.

Les placements en actions dans des sociétés dans lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni influence notable, sont présentés au coût d'acquisition.

Les placements de nature spéculative effectués dans des entreprises dans le but d'en soutenir le développement sont considérés comme des investissements de capital de risque et sont présentés à leur juste valeur qui est déterminée de la façon suivante par la direction de la société :

Les actions cotées sont évaluées en fonction du cours boursier. Lorsque cette valeur ne reflète pas adéquatement la juste valeur, ces placements sont évalués selon la même méthode d'évaluation que les actions non cotées. Les actions pour lesquelles on dispose de valeurs à la cote, mais dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte, sont ajustées d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la société tient compte de la nature et de la durée de la restriction ainsi que de l'instabilité relative des cours du titre.

Les actions non cotées sont évaluées au coût d'acquisition, à l'exception des cas où une valeur différente est établie à la suite d'une évaluation indépendante (effectuée conformément aux techniques d'évaluation généralement reconnues), à la suite d'une opération significative sans lien de dépendance, ou à la suite d'un changement important dans les affaires de la société.

Dans les cas de baisse de valeur permanente, la société a comme politique de réduire ses placements à la valeur de réalisation nette estimative.

Immobilisations
Les immobilisations sont inscrites au coût d'acquisition. Elles incluent également les intérêts et les frais administratifs engagés lors de la construction d'usines. La société pourvoit à l'amortissement principalement selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'utilisation, laquelle est sensiblement la même dans chacun des secteurs d'activité de la société :

Bâtiment	10 à 40 ans
Matériel et équipements	3 à 25 ans
Autres	3 à 10 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les constructions en cours.

Propriétés minières
Les propriétés minières comprennent les coûts relatifs aux frais d'exploration pour des sites minéraux et aux frais de mise en valeur des sites. Ces coûts cumulés ne représentent toutefois pas nécessairement les valeurs actuelles ou futures des projets sur lesquels ils ont été encourus. Ces coûts excluent les frais d'administration reliés aux travaux d'exploration et de mise en valeur, lesquels sont imputés à l'état des résultats.

Au moment où une décision d'aller en exploitation est prise, tous les coûts relatifs aux sites minéraux sont transférés aux immobilisations. Toutefois, lorsqu'un projet est abandonné, les coûts reliés à celui-ci sont radiés au cours de l'exercice où il y a abandon.

Fonds commercial
Le fonds commercial est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes variant de 5 ans à 33 ans. La société réévalue chaque année la valeur du fonds commercial en se basant sur les flux de trésorerie prévus. Une provision est comptabilisée pour toute baisse de valeur permanente.

Frais de démarrage
Les frais de démarrage, comptabilisés au coût, comprennent certains coûts, incluant les frais financiers, engagés pendant la période de mise en exploitation de certaines usines. Ces frais sont amortis sur une période de trois ans à cinq ans selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Licences d'exploitation
Le coût des licences d'exploitation est capitalisé et amorti sur une période de quinze ans à partir de la mise en exploitation.

Devises
Les actifs et les passifs monétaires résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis au taux d'origine, à l'exception de ceux des coentreprises étrangères autonomes, lesquels sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours de l'exercice au taux de change en vigueur au moment de l'opération. Les gains ou les pertes de change sont compris dans le calcul du bénéfice net pour l'exercice, à l'exception de ceux résultant de la conversion de la dette à long terme qui sont comptabilisés à titre de gain ou de perte de change non matérialisé et amorti selon la méthode linéaire sur la période de remboursement prévue.

Le poste « Écart de conversion » figurant dans les capitaux propres comprend principalement le gain ou la perte de change résultant de la conversion du placement dans les coentreprises étrangères autonomes.

Régimes de retraite
Le coût des prestations de retraite au titre des services rendus au cours de l'exercice est calculé selon la méthode actuarielle de répartition au prorata des années de service. Les coûts des services passés ainsi que les surplus ou les déficits actuariels sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés couvert par ces régimes.

Instruments financiers
La société a recours à des instruments financiers dérivés pour réduire les risques liés aux fluctuations des devises, des taux d'intérêt et du prix de l'aluminium.

Les produits dérivés sur les taux d'intérêt sont utilisés pour modifier à long terme l'exposition au risque de taux d'intérêt. Les échanges d'intérêt qui en découlent sont appariés à la charge d'intérêt relative aux emprunts auxquels ils se rattachent.

Les gains et les pertes sur les contrats de change à terme, les options et les swaps sur devises, sur les taux d'intérêt et sur le prix de l'aluminium, dont l'objet est de couvrir certains risques futurs identifiables, sont comptabilisés aux résultats en même temps que les éléments visés par la couverture.

Statut fiscal
La société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu étant une société d'État; il en est de même pour ses filiales en propriété exclusive.

3 INFORMATION SECTORIELLE SOMMAIRE

La société regroupe ses activités d'exploitation dans dix secteurs. Au 31 décembre 1999, la majorité des placements se retrouvent dans les secteurs suivants : produits forestiers, métaux et minéraux, chimie, pétrochimie et plasturgie, agroalimentaire, haute technologie et santé. Les autres secteurs sont regroupés sous le poste Secteurs en développement.

(en milliers de dollars)		Chiffre d'affaires	Bénéfice net (perte nette)	Actif sectoriel	Nouvelles immobilisations	Acquisitions de coentreprises et de placements
Produits forestiers	**1999**	**131 964**	**53 763**	**640 423**	**14 698**	**10 331**
	1998	120 025	39 696	668 565	10 604	7 482
Métaux et minéraux	**1999**	**265 199**	**11 694**	**600 431**	**120 152**	**3 333**
	1998	261 080	7 692	491 133	47 818	2 386
Chimie, pétrochimie et plasturgie	**1999**	**289 323**	**18 730**	**338 684**	**14 263**	**6 949**
	1998	255 691	16 482	301 318	42 443	10 978
Agroalimentaire	**1999**	**104 674**	**75 375**	**206 641**	**3 937**	**157 444**
	1998	122 376	24 925	129 705	3 016	2 945
Haute technologie	**1999**	**2 470**	**(14 042)**	**92 622**	**3 988**	**56 444**
	1998	–	(3 097)	38 809	–	23 200
Santé	**1999**	**7 011**	**(13 235)**	**75 178**	**1 424**	**26 589**
	1998	363	(3 894)	59 866	100	6 716
Secteurs en développement	**1999**	**–**	**(6 360)**	**35 313**	**441**	**11 066**
	1998	–	–	14 356	–	1 224
Total sectoriel	**1999**	**800 641**	**125 925**	**1 989 292**	**158 903**	**272 156**
	1998	759 535	81 804	1 703 752	103 981	54 931
Activités corporatives	**1999**	**–**	**(10 129)**	**96 820**	**3 459**	**–**
	1998	–	(3 106)	121 027	3 211	–
Élimination	**1999**	**–**	**–**	**(129 286)**	**–**	**–**
	1998	–	–	(67 344)	–	–
Total consolidé	**1999**	**800 641**	**115 796**	**1 956 826**	**162 362**	**272 156**
	1998	759 535	78 698	1 757 435	107 192	54 931

4 FRAIS FINANCIERS

(en milliers de dollars)	**1999**	1998
Intérêts sur la dette à long terme	**13 220**	15 063
Autres frais financiers	**3 412**	3 812
	16 632	18 875
Revenus d'intérêt	**(14 266)**	(12 500)
	2 366	6 375

5 AUTRES FRAIS

(en milliers de dollars)	1999	1998
Frais corporatifs	**16 184**	9 514
Perte sur la radiation d'immobilisations et d'autres actifs	**2 894**	10 063
Amortissement de la perte de change non matérialisée	**1 876**	6 603
Remboursement d'aide financière *(note 16 a))*	**1 358**	1 723
Impôts sur le revenu	**2 887**	3 174
Part des actionnaires sans contrôle	**459**	253
Gain relatif à la vente de contrats d'alumine	**(1 937)**	(3 669)
Autres	**(2 451)**	(4 706)
	21 270	22 955

6 STOCKS

(en milliers de dollars)	1999	1998
Matières premières et fournitures	**64 710**	48 457
Produits en cours	**21 953**	21 548
Produits finis	**33 722**	41 351
	120 385	111 356

7 PLACEMENTS À LONG TERME

(en milliers de dollars)	1999		1998	
	Valeur comptable	Valeur boursière	Valeur comptable	Valeur boursière
Sociétés satellites, à la valeur de consolidation				
Domtar inc.	**342 802**	**621 423**	317 217	321 613
Culinar inc.	**–**		32 452	
NSI Communications inc.	**11 329**	**7 986**	12 311	9 286
Autres	**75 582**		57 455	
	429 713		419 435	
Capital de risque, à la juste valeur *(note 7 a))*	**112 810**		50 165	
Au coût				
Groupe Saputo inc.	**99 995**	**88 354**	**–**	
Theratechnologies inc.	**7 500**	**6 580**	**–**	
Tembec inc.	**–**		28 885	26 224
Prêts et débentures *(note 7 b))*	**29 377**		26 332	
Autres *(note 7 b))*	**12 730**		19 707	
	149 602		74 924	
	692 125		544 524	
Moins la partie à court terme	**17 370**		22 191	
	674 755		522 333	

a) Le coût des placements de capital de risque est de 125 250 000 $ au 31 décembre 1999 (52 196 000 $ au 31 décembre 1998).

b) La juste valeur des autres placements comptabilisés au coût correspond approximativement à la valeur comptable.

8 IMMOBILISATIONS

(en milliers de dollars)			1999	1998
	Coût	Amortissement et épuisement cumulés	Montant net	Montant net
Produits forestiers	**150 680**	**38 947**	**111 733**	163 137
Métaux et minéraux	**527 292**	**138 945**	**388 347**	288 966
Chimie, pétrochimie et plasturgie	**355 906**	**155 021**	**200 885**	203 962
Agroalimentaire	**16 188**	**6 595**	**9 593**	18 595
Haute technologie	**8 198**	**1 025**	**7 173**	–
Santé	**20 779**	**5 281**	**15 498**	16 965
Secteurs en développement	**430**	**67**	**363**	–
Autres	**14 973**	**6 710**	**8 263**	3 698
	1 094 446	**352 591**	**741 855**	695 323

9 AUTRES ACTIFS

(en milliers de dollars)	1999	1998
Propriétés minières	**39 607**	37 985
Fonds commercial	**28 769**	23 578
Licences d'exploitation	**9 294**	6 682
Frais de démarrage	**8 770**	7 869
Perte de change non matérialisée	**2 064**	11 972
Autres	**10 191**	12 904
	98 695	100 990

10 DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)	1999	1998
Emprunt bancaire rotatif au taux préférentiel ou LIBOR plus 0,35 % à 0,55 %, remboursable en 2003 *(note 10 d))*	**76 495**	102 345
Emprunt bancaire portant intérêt à des taux variant du LIBOR majoré de 0,625 % à 2 % ou du taux de base US au taux de base US majoré de 1,50 %, remboursable en versements semestriels variables et en un versement final le 30 juin 2003 *(note 10 a))*	**40 191**	51 558
Montants dus à Investissement Québec		
Prêt à taux variable, remboursable et convertible en actions ordinaires au gré de la société en 2009 *(note 10 b))*	**11 930**	11 930
Montant sans intérêt, remboursable au plus tard le 31 octobre 2017	**9 000**	9 000
Obligations remboursées au cours de l'exercice	**–**	62 127
Ententes de crédit, au taux préférentiel, majoré de 1,625 %, remboursables en versements trimestriels échéant en 2004 *(note 10 b))*	**9 281**	19 887
Emprunt bancaire au taux préférentiel majoré de 0 % à 0,125 % ou au taux d'escompte pour des acceptations bancaires majoré de 0,65 % à 0,875 % et échéant en 2007 *(note 10 b))*	**16 500**	14 500
Crédit bancaire rotatif non garanti au taux LIBOR majoré de 0,4 %, disponible jusqu'en 2003	**27 598**	13 010
Emprunt dû à un partenaire		
Au taux de 3,61 %, échéant en 2003 (13 600 000 FL)	**9 049**	12 806
Sans intérêt et sans modalités de remboursement	**5 298**	7 200
Crédit de construction convertible en crédit rotatif à terme, au taux de 5,16 % échéant en 2007 *(note 10 b) et c))*	**11 040**	9 300
Crédit bancaire rotatif, à terme, au taux de base échéant en 2002	**5 110**	–
Autres	**51 729**	42 057
	273 221	355 720
Moins la partie à court terme	**30 069**	18 060
	243 152	337 660

a) Une charge fixe et flottante sur tous les actifs présents et futurs de cette coentreprise ainsi que la cession générale des comptes débiteurs et le nantissement des stocks, ayant une valeur comptable de 87 149 000 $ au 31 décembre 1999, ont été portés en garantie de cet emprunt bancaire.

b) Des obligations hypothécaires prévoyant la création d'hypothèques sur l'universalité des biens de coentreprises ayant une valeur comptable de 179 479 000 $ au 31 décembre 1999 ont été portées en garantie de ces emprunts.

c) Une coentreprise s'est engagée dans des swaps sur les taux d'intérêt relativement au crédit de construction d'un montant total de 10 080 000 $, à un taux moyen de 5,52 %, venant à échéance de juin 2000 à juin 2006.

d) Cet emprunt pourra être renouvelé pour deux périodes de douze mois au gré de la société.

e) La dette à long terme libellée en dollars US totalisait 101 009 000 $ US au 31 décembre 1999 (112 486 000 $ US en 1998).

f) Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont :

(en milliers de dollars)	
2000	30 069
2001	13 047
2002	21 824
2003	143 853
2004	6 443

g) La juste valeur des dettes à long terme estimée selon les flux de trésorerie actualisés au taux du marché, s'établit à environ 267 736 000 $ au 31 décembre 1999.

11 CAPITAL-ACTIONS

Autorisé, d'une valeur nominale de 10 $ l'action

292 500 000 actions ordinaires

Émis

(en milliers de dollars)	1999	1998
107 334 018 (92 334 018 en 1998) actions ordinaires	1 073 340	923 340

Au cours de l'exercice, la société a émis 15 000 000 d'actions ordinaires en contrepartie de 150 000 000 $ comptant.

La société peut demander à l'actionnaire de souscrire et de payer 185 165 982 actions additionnelles, soit un montant de 1 851 660 000 $, selon les besoins financiers de la société prévus à son plan d'exploitation annuel et conformes à son plan de développement quinquennal.

12 VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

(en milliers de dollars)	1999	1998
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	(24 715)	4 852
Stocks	(20 709)	7 534
Frais payés d'avance	(705)	1 491
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges	28 704	(10 382)
	(17 425)	3 495

13 ACQUISITIONS DE COENTREPRISES ET DE PLACEMENTS À LONG TERME

(en milliers de dollars)	1999	1998
Acquisitions de coentreprises		
Métaforia Divertissement inc. *(note 13 a))*	5 639	–
Moli-Flex White, s.e.c. *(note 13 b))*	3 183	–
Intragaz, s.e.c.	–	10 218
DSM Biologics Holdings inc.	–	487
Acquisitions de sociétés satellites		
Culinar inc. *(note 13 c))*	140 828	–
Patrimoine des eaux du Québec inc.	10 000	–
NSI Communications inc.	–	13 000
Autres	17 033	7 808
Acquisitions de placements de capital de risque		
Hillman CDT LLC	30 060	–
UltraVision Corp.	13 000	–
Elyps Solutions de répartition inc.	13 500	5 500
UlForce inc.	7 600	–
Autres	8 096	8 432
Autres	23 217	9 486
	272 156	54 931

a) Au cours de l'exercice, la société a acquis 50 % des actions de Métaforia Divertissement inc. Le coût d'acquisition, déduction faite des espèces et quasi-espèces acquises, a été de 5 639 000 $. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable, soit 5 590 000 $ a été attribué au fonds commercial et sera amorti sur une période de cinq ans à partir du début de l'exploitation commerciale de la société prévue en 2000.

b) Le 4 mars 1999, la société a acquis une participation de 40 % dans Moli-Flex White, s.e.c., au coût de 3 183 000 $ déduction faite des espèces et quasi-espèces acquises.

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple. La part de la société dans les résultats d'exploitation de ces sociétés est incluse à l'état des résultats consolidés depuis la date d'acquisition. Les actifs nets acquis hors liquidités sont les suivants :

(en milliers de dollars)	
Actif à court terme	1 218
Immobilisations	3 790
Écart d'acquisition	5 590
Autres actifs	429
	11 027
Passif à court terme	1 257
Dette à long terme	948
	2 205
Coût d'acquisition, déduction faite des espèces et quasi-espèces acquises	8 822

c) En août 1999, la société a acquis une participation supplémentaire dans Culinar inc. pour une contrepartie totale de 140 828 000 $ à la suite de l'exercice de son droit de premier refus relativement à la réception d'une offre d'achat. Par la suite, la société a disposé de son placement dans Culinar inc. pour une considération totale de 246 262 000 $ dont 99 995 000 $ en échange d'actions, 6 300 000 $ sous forme d'un billet à recevoir et 139 967 000 $ en espèces. Un gain de 67 700 000 $ a résulté de cette transaction.

14 INSTRUMENTS FINANCIERS

La société a recours à d'autres instruments financiers en plus de ceux relatifs à la dette à long terme *(note 10)*. Ces instruments financiers, qui présentent un risque hors bilan, sont décrits ci-après.

Devises

Dans le but de réduire l'incidence des fluctuations du taux de change sur ses revenus libellés en dollars américains, et sur ses achats d'équipement en marks allemands, la société utilise une combinaison de contrats de change à terme et d'options. Au 31 décembre 1999, les montants engagés dans des contrats de vente à terme ainsi que dans des options de vente sur le dollar américain ayant des échéances allant jusqu'en février 2001 et à des taux variant de 1,445 % à 1,4931 %, s'élevaient à 22 000 000 $ US et 11 000 000 $ US, respectivement. La société a également conclu des contrats à terme sur le mark allemand ayant des échéances allant jusqu'en novembre 2000, s'élevant à 3 400 000 DM. Le gain non matérialisé au 31 décembre 1999 sur les contrats à terme et sur les options sur le dollar américain s'établissait à 254 000 $, tandis que le gain non matérialisé sur les contrats à terme sur le mark allemand s'élevait à 350 000 $.

Contrats de marchandises

Dans le but de réduire l'incidence des fluctuations des prix de l'aluminium, la société utilise une combinaison de contrats à terme et d'options. Au 31 décembre 1999, le tonnage engagé dans ces instruments s'élevait à 900 tonnes et la perte non matérialisée sur ces instruments s'établissait à 75 000 $.

Risque de crédit

Les contrats mentionnés précédemment sont contrebalancés par les variations dans la valeur des éléments visés par la couverture. La société est susceptible de subir des pertes si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Au 31 décembre 1999, la société estime que le risque d'une telle inexécution est faible.

La société investit ses placements temporaires en fonction de politiques établies, dans des titres d'institutions financières importantes ayant une cote de crédit élevée. La société est sujette aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités. Elle procède à l'évaluation continue du crédit de ses clients et elle établit sa provision pour mauvaises créances basée sur le risque de crédit applicable à chaque client. Selon la direction, il n'y a pas de risque de crédit significatif au 31 décembre 1999.

15 COENTREPRISES

La société applique la méthode de la consolidation proportionnelle pour ses coentreprises. Les principales composantes provenant des coentreprises incluses aux états financiers consolidés sont :

(en milliers de dollars)	1999	1998
Résultats consolidés		
Chiffre d'affaires	**568 426**	504 507
Bénéfice d'exploitation	**37 323**	43 503
Bénéfice net	**20 234**	20 705
Bilan consolidé		
Actif à court terme	**190 664**	161 669
Actif à long terme	**456 709**	495 541
Passif à court terme	**110 517**	106 580
Passif à long terme	**121 049**	216 321
Flux de trésorerie consolidés		
Activités d'exploitation	**38 079**	51 053
Activités d'investissement	**(73 717)**	(69 368)
Activités de financement	**23 167**	13 738

16 ENGAGEMENTS

a)Aide financière

Une coentreprise a reçu au cours des exercices de 1983 et de 1984, une aide financière totalisant 25 000 000 $ des gouvernements du Canada et du Québec pour compenser les pertes qu'elle avait subies au cours de ces exercices. Cette aide financière comporte des clauses de remboursement éventuel de capital (et d'intérêts pour la période du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1992), établies en fonction de la rentabilité de la coentreprise, sans toutefois pouvoir excéder 5 000 000 $ au cours d'un exercice financier donné. Le solde de l'aide financière non remboursé au 31 décembre 1999 est de 19 531 000 $ (21 253 000 $ en 1998). De ce montant, une somme de 1 358 000 $ (1 723 000 $ en 1998) a été comptabilisée au cours de l'exercice relativement au versement que devra effectuer cette coentreprise le 31 mars 2000.

b) Baux et engagements à long terme

La société s'est engagée en vertu de contrats et de baux à long terme à effectuer des paiements minimaux exigibles totalisant 41 823 000 $ au cours des cinq prochains exercices, répartis comme suit :

(en milliers de dollars)	
2000	14 132
2001	12 133
2002	5 722
2003	5 179
2004	4 656

De plus, la société s'est engagée à faire l'acquisition d'immobilisations et l'achat de services et de matières premières totalisant 43 029 000 $ au cours des prochains exercices. La société s'est également engagée à des souscriptions pour des placements à long terme dont la valeur s'élève à 45 000 000 $ au 31 décembre 1999.

c) Crédit bancaire

La société dispose d'un crédit bancaire inutilisé totalisant 253 000 000 $ au 31 décembre 1999, lequel peut être utilisé pour du financement à court ou à long terme, et porte intérêt au taux préférentiel ou au taux du marché monétaire.

17 RÉGIMES DE RETRAITE

La société, ainsi que certaines de ses filiales, ont constitué divers régimes de retraite à prestations déterminées à l'intention de leurs employés. Les dernières évaluations actuarielles, extrapolées lorsque nécessaire, qui sont fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière des employés couverts, indiquent que la valeur actuarielle des prestations constituées et l'actif net disponible pour honorer ces engagements, selon les pourcentages de participation respectifs, s'établissaient comme suit au 31 décembre :

(en milliers de dollars)	**1999**	1998
Valeur marchande de l'actif des caisses de retraite	**68 377**	63 717
Valeur actuarielle des prestations constituées	**59 825**	55 718
Surplus actuariel	**8 552**	7 999

18 INCERTITUDE DÉCOULANT DU PROBLÈME DU PASSAGE À L'AN 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les systèmes sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec l'année 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Bien que le passage à l'an 2000 ait eu lieu, il n'est pas possible de conclure que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 susceptibles d'avoir une incidence sur la société, y compris ceux qui sont liés aux clients, aux fournisseurs ou à d'autres tiers, ont été entièrement résolus.

19 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres du 31 décembre 1998 ont été retraités pour faciliter la comparaison avec la présentation adoptée au 31 décembre 1999.

20 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Secteur Produits forestiers

Le 2 février 2000, la société a disposé de sa participation dans une coentreprise, soit Malette Rexfor inc., pour une considération totale de 50 000 000 $ comptant. Le gain résultant de cette transaction s'élève approximativement à 3 800 000 $.

Secteur Métaux et minéraux

Le 19 janvier 2000, la société a disposé d'une portion de 20 % de sa participation dans la coentreprise Reycan, société en commandite, pour une considération totale de 22 500 000 $ comptant. Le gain résultant de cette transaction s'élève approximativement à 8 000 000 $.

Sommaire des participations

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1999

(en milliers de dollars)	**1999**	1998
MÉTHODE DE COMPTABILISATION SUIVIE		
Filiales (consolidation intégrale)	**505 565**	540 026
Coentreprises (consolidation proportionnelle)	**759 136**	672 885
Sociétés satellites (valeur de consolidation)	**429 713**	419 435
Capital de risque (juste valeur)	**112 810**	50 165
Autres placements (au coût)	**149 602**	74 924
Total de l'actif	**1 956 826**	1 757 435

Rétrospective des cinq dernières années

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1999

(en milliers de dollars)	**1999**	1998	1997	1996	1995
Chiffre d'affaires	**800 641**	759 535	669 129	357 212	550 687
Bénéfice (perte) avant les éléments suivants:	**29 960**	78 698	35 105	(9 696)	182 107
Gain à la vente de la participation					
dans Culinar	**67 721**	–	–	–	–
dans Tembec	**18 115**	–	–	–	–
dans Noverco	–	–	115 671	–	–
dans Aluminerie de Bécancour	–	–	–	–	244 470
Bénéfice (perte) des activités maintenues	**115 796**	78 698	150 776	(9 696)	426 577
Activités abandonnées	–	–	–	44 198	(43 351)
Bénéfice net	**115 796**	78 698	150 776	34 502	383 226
Total de l'actif	**1 956 826**	1 757 435	1 588 861	883 043	1 420 475
Total de la dette à long terme	**273 221**	355 720	307 486	203 962	225 612
Part des actionnaires sans contrôle	**3 684**	3 230	2 977	–	26 481
Avoir de l'actionnaire	**1 510 635**	1 245 321	1 120 056	575 466	1 021 840
Ratio d'endettement	**15:85**	22:78	21:79	26:74	18:82

Domtar inc.	Weston	19,40
	CDPQ	17,59
	Autres actionnaires	43,27
	SGF Rexfor inc.	**19,74**
Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc.	**SGF Rexfor inc.**	**100**
Produits forestiers St-Alphonse inc.	**SGF Rexfor inc.**	**100**
Malette Rexfor inc. (Malette Québec inc.)	Tembec inc.	45,7
	Public	8,6
	SGF Rexfor inc.	**45,7**
MDF La Baie inc.	Uniboard Canada inc. (Allemagne)	50,01
	Sodexpan inc.	
	- Sodexfor	24,995
	- SGF Rexfor inc.	**24,995**
F.F. Soucy inc. & associés (s.e.c.)	F.F. Soucy inc.	50,1
	Dow Jones & Company inc.	39,9
	SGF Rexfor inc.	**10**
Sacopan inc.	Boisaco inc.	43,48
	Investra (1985) inc.	6,52
	SGF Rexfor inc.	**50**
Denharco inc.	Fonds de solidarité FTQ	72,05
	Garantie-Québec	7,4
	SGF Rexfor inc.	**20,55**
Groupe Pyrovac inc.	Sodexfor	15
	Université Laval	6,8
	Omnivac	5,8
	Dr Christian Roy	28,8
	Autres actionnaires	28,6
	SGF Rexfor inc.	**15**

Soquem inc.	**SGF Minéral inc.**	**100**
Albecour inc.	**SGF Minéral inc.**	**100**
Aluminerie Alouette	Austria Metal (Autriche)	20
	Hoogovens Groep (Pays-Bas)	20
	Kobe Steel (Japon)	13,33
	Marubeni (Japon)	6,67
	VAW (Allemagne)	20
	SGF Minéral inc. (Albecour)	**20**
Reycan, s.e.c.	Reynolds Metals Company (États-Unis)	50
	SGF Minéral inc.	**50**
IntrAl, s.e.c.	Sural (Venezuela)	51
	SGF Minéral inc.	**49**
Phillips-Fitel inc.	Furukawa Electric (Japon)	55
	SGF Minéral inc.	**45**
Neuman USA Ltd.	Fried V. Neuman (Autriche)	60
	SGF Minéral inc.	**40**
Neuman Aluminium Canada, s.e.c.	Neuman Holding Canada (Autriche)	60
	SGF Minéral inc.	**40**
Société de développement du magnésium inc.	Fonds de solidarité FTQ	33,3
	Sofinov	33,3
	SGF Minéral inc.	**33,3**
Altex Extrusion ltée	Metra SpA (Italie)	55
	Olex	22,5
	SGF Minéral inc.	**22,5**

M. MICHEL BACARD

Président de Circuit Foil America

« L'entreprise se cherchait un partenaire en Amérique du Nord où la demande pour les feuilles de cuivre minces est la plus forte. Il s'est avéré que le Québec disposait d'avantages concurrentiels déterminants, sans compter la présence d'un partenaire de qualité comme la Société générale de financement du Québec qui nous procure une approche d'affaires, un réseau d'expertise et une connaissance aguerrie du marché. »

M. ROGER RICHMOND-SMITH

Président et chef de l'exploitation de Turbocor inc.

« Il était impératif, pour assurer notre croissance, de nous positionner sur le territoire nord-américain. C'est Montréal et le Québec que nous avons choisis pour installer notre nouvelle usine. Ce choix est devenu évident quand nous avons connu la SGF et sa façon de travailler. Notre partenariat s'avère un tournant stratégique pour l'entreprise. »

M. CARLOS PEREZ DE BRICIO OLARIAGA

Président de Petresa Canada inc.

« Nous sommes des partenaires de la SGF dans Petresa Canada depuis 1983. Cette alliance a été bénéfique pour nos deux sociétés et les relations entre nous sont très bonnes puisque nous partageons la même vision des affaires. À tel point que nous avons décidé de renouveler l'expérience avec l'implantation d'une toute nouvelle usine d'acide terephtalique purifié (ATP) à Montréal-Est. »

Métallurgie Magnola inc.	Noranda inc.	80
	SGF Minéral inc.	**20**
Explo-Zinc inc.	**SGF Minéral inc. (Soquem)**	**100**
KPM, Amérique du Nord, s.e.c.	KPM SpA (Italie)	51
	SGF Minéral inc.	**49**
Sodémex, s.e.c.	Capital d'Amérique CDPQ	50
	SGF Minéral inc. (Soquem)	**50**
Soquip inc.	**SGF Chimie inc.**	**100**
Pétromont, s.e.c.	Union Carbide (États-Unis)	50
	SGF Chimie inc.	**50**
Petresa Canada inc.	Petresa (Espagne)	51
	SGF Chimie inc.	**49**
Karbomont inc.	Kvaerner (Norvège)	50
	SGF Chimie inc.	**50**
Kemfor inc.	Produits Forestiers Turpin	33,3
	Kemestrie inc.	33,3
	SGF Chimie inc.	**33,3**
SolPlastiques ltée	Misol Technologies (Venezuela)	55
	Fonds de solidarité FTQ	22,5
	SGF Chimie inc.	**22,5**
TechBlend, s.e.c.	Marfed Holdings	85
	SGF Chimie inc.	**15**
Société de cogénération de St-Félicien, s.e.c.	CHI Canada inc. (États-Unis)	59,9
	Centrale thermique St-Félicien	4
	SGF Chimie inc. (Soquip)	**36,1**
Intragaz	GDF Québec inc. (France)	40
	SGF Chimie inc. (Soquip)	**60**
Turbocor inc.	Turbocorp BV (Australie)	58
	SGF	**42**
Andromed inc.	Theratechnologies	50
	SGF Santé inc.	**50**
DSM Biologics inc.	DSM (Pays-Bas)	60
	SGF Santé inc.	**40**
Theratechnologies inc.	Public	73,8
	André de Villers	10
	Global Asset Management	5
	Fidelity Investments	4,9
	SGF Santé inc.	**6,3**
Infectio Diagnostic (I.D.I.) inc.	Infectio Recherche inc.	48,05
	Compensation BNC inc.	20,45
	Autres	16,07
	SGF Santé inc.	**15,43**
Bio-Inova Science de la vie, Amérique du Nord	Gestion Bio-Inova (France)	55
	SGF Santé inc.	**45**
UltraVision Corporation	Fonds de solidarité FTQ	12,67
	Canadian Medical Discoveries Fund	11,15
	Autres	44,82
	SGF Santé inc.	**31,36**
Corporation Haemacure	Public	37,79
	ZLB (Suisse)	28,78
	Multipède	8,11
	BioCapital	8,07
	SGF Santé inc.	**17,25**

RTP Pharma inc.	Cato Group	24,7
	Elan Group (Irlande)	22,9
	Sofinov	14,8
	Innovatech du Grand Montréal	8,9
	EGS	5,2
	BioCapital	5
	Autres	9,6
	SGF Santé inc.	**8,9**
NSI Communications inc.	Pinetree Capital Corp.	9
	David Ben-David	7,5
	Manitex Capital inc.	3
	Zbysek Kocur	2,5
	Autres actionnaires	36
	SGF Tech inc.	**42**
Goal Semiconductors inc.	Vision 2000 (Mosel Vitelic) (Taïwan)	48,72
	Gordon W. Harling	5,05
	Abdellah A Zelmad	1,49
	SGF Tech inc.	**44,74**
Corporation Domosys	Les Entreprises de la Batterie	15,3
	Consultmar	10,1
	Autres actionnaires	45,9
	SGF Tech inc.	**28,7**
Laminés CTEK inc.	Compositech USA (États-Unis)	50
	Innovatech du Grand Montréal	16,7
	Fonds de solidarité FTQ	16,7
	SGF Tech inc.	**16,7**
Alis Technologies inc.	Investisseurs institutionnels	33,76
	Autres investisseurs	20,77
	Grebco Holdings Ltd (États-Unis)	17,81
	Banexi communication (France)	6,6
	Robnar Investments Ltd	4,35
	SGF Tech inc.	**16,71**
UlForce inc.	Holding UlForce inc.	58,63
	Autres	1,28
	SGF Tech inc.	**40,09**
Moli-Flex White, s.e.c.	Ciné-Cité	60
	SGF Tech inc.	**40**
CDT Acquisition Corporation	Kelso & Company	36,5
	Autres	27
	Hillman CDT LLC	
	- Hillman Management, LLC (Angleterre)	8,6
	- Hollinger	4,8
	- K. Bain, Seuth & Holbrook Capital Management	3,9
	- **SGF Tech inc.**	**19,2**
Elyps Solutions de répartition inc.	Robert Bourgeault	42,2
	CDPQ	28,4
	FGRCR/STCUM	7,5
	Fonds de solidarité FTQ	7,5
	Com2i et Cie SCA (France)	6,8
	SGF Tech inc.	**7,5**
Métaforia Divertissement inc.	S. Le Bouyonnec	23,6
	C. Gagnon	23,6
	Autres	2,8
	SGF	**50**

M. DOUGLAS KONG

Président de Philips Fitel inc.

« La stratégie de la SGF de créer de la valeur en exploitant les technologies de pointe dans des industries traditionnelles a été profitable pour nous. Nos activités au Québec sont en progression constante et cette expansion est le résultat direct de l'investissement qu'a effectué la SGF en 1996. »

M. SILVANO PICCININI

Président directeur général de KPM Sp.A

« Nous avions déjà des usines en France, au Brésil et en Argentine. Nous voulions maintenant nous installer en Amérique du Nord. Notre décision d'investir au Québec est largement due à la confiance qui s'est développée entre nous et les professionnels de la Société générale de financement du Québec. »

DR. C. PETER JONGENBURGER

Directeur général, contrôle et finance, de Hoogovens Aluminium BV

« Depuis une décennie, Hoogovens, en tant que joueur mondial de l'industrie de l'acier et de l'aluminium, est partenaire de la SGF dans Aluminerie Alouette. L'attitude pragmatique, dynamique et proactive de la SGF pendant cette période a grandement contribué au succès de notre association. Pour attirer au Québec des investisseurs du monde entier, la SGF peut compter sur ses liens solides avec les autorités et elle a prouvé qu'elle sait répondre aux besoins des investisseurs potentiels. »

Centre d'insémination porcine du Québec (C.I.P.Q.)	**SGF Soquia inc.**	**100**
Centre de distribution de médicaments (C.D.M.V). inc.	**SGF Soquia inc.**	**100**
Aliments Carrière inc.	Géros inc.	39,9
	Investissement Desjardins	14,1
	Autres	13,6
	SGF Soquia inc.	**32,4**
Gestion Groupe R.T. Ltée	9039-9139 Québec inc.	51,1
	CDPQ	29,7
	SGF Soquia inc.	**19,2**
Pisciculture des Alléghanys inc.	Investisseurs privés	79,4
	SGF Soquia inc.	**20,6**
Les Entreprises Champost inc.	Cantine Guillaume	49,4
	Autres	20,3
	SGF Soquia inc.	**30,3**
Les Composts du Québec inc.	Gestion R. Bureau	50,1
	Recyc-Québec	14,8
	Fonds Agro-forestier	13,8
	SGF Soquia inc.	**21,3**
Les Fruits bleus inc.	Senco inc.	43,9
	Soccrent	28,6
	SGF Soquia inc.	**27,5**
La Fabrique de glaces à l'européenne	Restaurant Jeune Cartier inc.	85
	SGF Soquia inc.	**15**
Épicerie Méditerranéenne inc.	Gestion Khediri inc.	60
	SGF Soquia inc.	**40**
Patrimoine des eaux du Québec inc.	Patrimoine des eaux du Canada inc.	65
	SGF Soquia inc.	**35**
Pêcheries Marinard inc.	Investisseurs privés	70
	CDPQ	20
	SGF Soquia inc.	**10**
Canneberges Atoka inc.	Investisseurs privés	63,8
	Autres	16,2
	SGF Soquia inc.	**20**
GRT Aquatechnologies	Gestion Groupe R.T.	52
	SGF Soquia inc.	**48**
La Maison du Gibier inc.	Investisseurs privés	80
	SGF Soquia inc.	**20**
Groupe Saputo inc.	Famille Saputo	70,3
	Public	24,8
	SGF Soquia inc.	**4,9**

Technologies M4 inc.	HQ CapiTech inc.	49
	Sofinov	20,4
	Fonds de solidarité FTQ	10,2
	SGF	**20,4**

Novacap inc.	Banque Nationale du Canada	17,67
	Capital d'Amérique CDPQ	17,67
	Canpen	17,67
	Caisse de retraite de Radio-Canada	10,91
	Caisse de retraite d'Air Canada	5,29
	Caisse de retraite de Pratt & Whitney	4,83
	Assurance-vie Desjardins-Laurentienne	5,67
	Boréal assurances	2,6
	SGF	**17,67**

Comité de direction

au 7 avril 2000

CLAUDE BLANCHET
Président du conseil,
président et chef de la direction

FRANCIS BELLIDO
Président et chef de l'exploitation,
SGF Santé inc.

JACQUES L. BONAVENTURE
Vice-président développement,
Matériel de transport

ANDRÉ L'ECUYER
Président et chef de l'exploitation,
SGF Rexfor inc.

FRANCINE FRENETTE
Adjointe au président

DANIEL PAILLÉ
Premier vice-président
et chef de la direction financière

JACINTHE DAUPHIN
Présidente et chef de l'exploitation,
SGF Chimie inc.

YVES MILORD
Président et chef de l'exploitation,
SGF Soquia inc.

PIERRE LAFLAMME
Président et chef de l'exploitation,
SGF Tech inc.

SYLVAIN BOUCHARD
Vice-président développement,
Machinerie

MARC FILION
Président et chef de l'exploitation,
SGF Minéral inc.

RICHARD FREDETTE
Vice-président,
Planification et prospection

ANDRÉ ROY
Premier vice-président,
Administration

JEAN-YVES DUTHEL
Vice-président,
Communications et relations publiques

MARIO GUILLEMETTE
Vice-président développement,
Logistique industrielle

JEAN-JACQUES BOURGEAULT
Vice-président développement,
Récréotourisme
(n'apparaît pas sur la photo)

Conseil d'administration

au 7 avril 2000

FRANCINE ALLAIRE
Présidente et chef de l'exploitation
Valeurs mobilières Desjardins

MARC-ANDRÉ BÉDARD
Avocat-Conseil
Gauthier, Bédard

CLAUDE BLANCHET
Président du conseil, président et chef de la direction
Société générale de financement du Québec

LÉON COURVILLE
Économiste

ROLAND O. CYRENNE
Vice-président du Conseil
Kruger inc.

SERGE GODIN
Président du conseil et chef de la direction
Le Groupe CGI inc.

CLAUDE LAMONDE
Vice-président exécutif
Optimum Réassurance inc.

JOHN LeBOUTILLIER
Conseiller
Compagnie minière IOC

ANDRÉ MARCHETERRE
Président
Merck Frosst Canada inc.

DIANE MARLEAU
Vice-présidente et associée
Étude Économique Conseil

JEAN PRONOVOST
Sous-ministre
Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec

STÉPHANE SAINTONGE
Avocat
Legault Joly

Comités consultatifs

au 7 avril 2000

SGF CHIMIE INC.

Claude Blanchet
Marcel Dnoust
Jacinthe Dauphin
Richard Fredette
Michael Gibbons
Krish Krishnamoorthy
Pierre Martin
Julien Métivier
Bernard West

SGF MINÉRAL INC.

Claude Blanchet
Denis Crevier
Louis H. Cousineau
Marc Filion
Camille Gagnon
John LeBoutillier
Jacques G. Martel
Alain Paris
André Roy

SGF REXFOR INC.

Claude Blanchet
Roland O. Cyrenne
Fernand-Guy Girard
Claude Godbout
André L'Ecuyer
Sylvain Lepage
Yvan Morin
Daniel Paillé
Normand Paquin

SGF SANTÉ INC.

Claude Blanchet
Francis Bellido
Bernard Coupal
Jacques Gauthier
Martin Godbout
Pavel Hamet
André Marcheterre
Jean-Claude Pechère
André Roy

SGF SOQUIA INC.

Claude Blanchet
Jean-Guy Chaput
Raymond Grenier
Aimé Légaré
Yves Milord
Daniel Paillé
André Vézina
(deux postes vacants)

SGF TECH INC.

Claude Blanchet
Serge Boudreault
Léon Courville
Philip L. Engelhardt
Denis Faubert
Louis Lagacé
Pierre Laflamme
André Roy
(un poste vacant)

La SGF participe de plain-pied aux courants économiques mondiaux actuels tout en remplissant sa mission d'influence positive sur le tissu économique québécois. C'est une équipe de personnes, parmi les plus grands experts dans leur domaine, que je tiens à remercier pour leur performance.

Ensemble, nous venons d'entrer avec force dans cet an 2000, charnière entre deux siècles, dont les réalisations seront prémonitoires des années à venir.

Nous espérons que la prochaine année verra éclore deux projets majeurs — tant au plan financier qu'à celui de la création d'emplois — soit celui de la construction d'une usine de fabrication de semi-conducteurs, dans lequel la SGF a investi depuis 1995 des efforts considérables de recherche de partenaires internationaux, et celui du Technodôme.

Tous les secteurs de la SGF sont d'ores et déjà bien positionnés pour continuer à accomplir notre mission en concrétisant pendant l'année 2000 des projets structurants qui contribueront au succès du Québec sur la scène internationale et produiront un rendement appréciable sur l'investissement. La SGF, plus que jamais, est un acteur majeur dans le développement de l'économie, concourant ainsi à la performance remarquable que l'on peut aujourd'hui constater au Québec.

Le président du conseil, président et chef de la direction,

CLAUDE BLANCHET

La SGF a pris les dispositions nécessaires pour assurer à ses employés et visiteurs un environnement exempt de fumée, conformément aux prescriptions de la *Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics*.

L'adjudication par la SGF des contrats d'approvisionnement et de services est soumise à une politique formelle. Copie de cette politique peut être obtenue en s'adressant au secrétaire de la société.

Un nouveau Code d'éthique et de déontologie a été adopté par le conseil d'administration de la société le 21 avril 1989, conformément au Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics. Une copie de ce code peut être obtenue en s'adressant au secrétaire de la société.

600, rue de La Gauchetière Ouest, Bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 4L8
Téléphone : (514) 876-9290, Télécopieur : (514) 395-8055.
Ce rapport annuel est produit par la vice-présidence aux communications et aux relations publiques.
English copies of this report are available upon request.

www.sgfqc.com

Gauthier et associés designers

Jean Vachon

Québec